

La Gueule Ouverte

n°147 mercredi 2 mars 1977 - suisse 3 FS hebdomadaire d'écologie politique canada 1,75 \$ - Belgique 49FB - France 5F

PAS D'ALSACE NUCLEAIRE!

Samedi, à Colmar, manifestation internationale de soutien à la lutte contre Fessenheim. Venez tous défendre votre peau! Après le programme nucléaire allemand, la « base », vous, nous, eux, arrêtera le programme français. Et aucun homme politique ne pourra s'y opposer...

Aujourd'hui, mercredi, deux rédacteurs de « La Gueule Ouverte » commencent à Paris une grève de la faim illimitée

maigrir utile

Nous soussignés, Jean-Louis Soulié, vieux routier de l'insoumission, et Anne Vergne, chroniqueuse gastronomique, avons résolu, devant l'apathie de la presse métropolitaine vis-



à-vis du problème nucléaire en France, d'observer les principes strictement énoncés ci-dessous :

1 - ne rien manger aussi longtemps que la survie des cigognes ne sera pas formellement garantie par EDF.

2 - ne rien boire, à ces fins, que de l'eau. Ceux qui nous connaissent mesureront à son aune la portée de notre sacrifice.

3 - de nous solidariser, incontinent et strictement, avec nos voisins alsaciens, qui jeûnent dans l'indifférence générale depuis 21 jours.

4 - de consacrer notre temps, désormais très libre, à l'étude exhaustive des moyens de se fendre la gueule en menant à son terme une juste lutte.

(détails sur l'Alsace en page 20)

PAPA, PENSÉ A MOI, NE VOTE PAS!

C'ÉTAIT un pays où les gens, ils avaient peur quand les gens ils étaient grands. Alors les gens, ils étaient tristes et puis ils faisaient des cauchemars la nuit, comme les petits nenfants. Alors les garçons, ils se mariaient. Ça veut dire qu'ils se couchaient toutes les nuits à côté d'une nouvelle maman, qu'ils appelaient leur femme, parce que leur vraie maman, elle était vieille et que c'est des choses qui ne se font pas. Et les filles, elles se mariaient aussi pour mettre leur main dans la main d'un garçon qu'elles nommaient leur mari. Ça faisait une famille, et la famille faisait des

enfants, et après il fallait nourrir les enfants et trouver une maison, une maison à soi tout seul, qu'on disait individuelle, ou une case dans une boîte qui était collective, mais il y avait aussi des murs, parce que, oui, j'ai oublié de vous le dire, les gens, dans ce temps-là, ils avaient peur des voisins autant que de la solitude. Et alors le matin, les gens, ils partaient dans la nuit froide et noire et ils revenaient à leur maison le soir, dans la nuit noire et froide. Le jour, ils ne voyaient pas le soleil. Ils allaient travailler à la sueur de leur front, comme on leur avait dit à l'école chrétienne, que c'était une malédiction de l'homme, et puis

une nécessité, parce que les enfants avaient faim. Les travailleurs, on disait les travailleurs, ne ramenaient pas à manger à la maison, ils ramenaient de l'argent, avec quoi on pouvait acheter à manger dans les magasins où d'autres travailleurs vendaient la nourriture que d'autres travailleurs avaient empilée dans des cartons de fer blanc.

Tous ces gens au travail formaient une société. Il y avait ceux qui travaillaient et puis ceux qui disaient aux autres : « travaille ! ». Les seconds dirigeaient les premiers.

(Suite page 2)



En public, ils les appelaient « mes chers concitoyens », mais en privé, ils disaient : « ces cons de prolétaires ». Les riches, ceux qui gagnaient beaucoup d'argent, méprisaient les pauvres. Les pauvres voulaient tous devenir riches pour s'acheter beaucoup de bonnes choses à manger et surtout pour pouvoir mépriser à leur tour les plus pauvres qu'eux. Quand on avait bien méprisé les gens, on disait qu'on était « arrivé ». Personne savait au juste où c'est qu'il était arrivé. Mais tout le monde mourait content. L'essentiel, c'était d'arriver. Quelqu'un qui n'aurait pas bougé par exemple, ou qui aurait même reculé question argent, on l'aurait méprisé encore plus. Heureusement, tout le monde voulait arriver parce que tout le monde avançait sous l'œil méprisant des voisins.



C'était comme une course de chevaux. Sur le dos des chevaux-travailleurs, il y avait des jockeys qu'on appelait « dirigeants politiques ». C'est eux qui donnaient le départ, qui cravachaient les chevaux (pour pas qu'ils s'endorment à l'ombre d'une haie) et qui se partageaient les gains à l'arrivée. Il y avait des jockeys de droite et des jockeys de gauche, mais on pouvait pas se tromper à cause de la casaque. Les courses, on disait que c'était la politique. Pour courir, il fallait voter, choisir son jockey, la cravache la plus douce, les éperons les plus caressants, le poids le plus impondérable. Ceux qui ne votaient pas parce qu'ils ne voulaient pas courir, on les méprisait encore plus que ceux qui couraient et arrivaient derniers. Peu importait du classement, et du style, et de la foulée légère. On savait bien qu'il y avait des gagnants et des perdants séparés par le handicap de la place au départ, des capacités biologiques, du dopage idéologique et autres inégalités de la gent laborieuse. Oui, peu importait le classement. L'essentiel n'était pas de vaincre, mais de participer.

Et puis un jour, ou une nuit froide et grise, à moins que ce ne fut une nuit moite et grésillante, me souviens plus, les gens en ont eu marre de courir. Au moment de partir, ils n'ont pas bougé. Ils ont fait tomber leurs cavaliers. Les hommes politiques se sont secoués, ont essuyé la boue de leurs cheveux. Ils ont dit : « nous vous comprenons ! les courses sont dures cette année, avec la concurrence internationale, nous allons en raccourcir le parcours, le sol

est tourmenté, nous l'allons niveller, les gains sont faibles, nous allons les augmenter... » C'est pas ça du tout, ont répondu les travailleurs, le cadre de vie, l'environnement des trajets, l'ergonomie des tâches, la verticalité de nos paddocks, la verdure de nos litières, on s'en fout ! C'est pas de ça qu'on veut plus.

C'est de vous qu'on veut plus.

On veut bien courir encore, mais pour le plaisir. On organisera les courses nous-mêmes et les flemmards, les tocards, les ringards, ne seront plus méprisés s'ils restent allongés dans l'herbe.

Ce fut la première révolution molle de l'histoire.

Et ça, je m'en souviens. A l'époque, c'étaient les élections. Les gens votaient pour élire leur jockeys. Justement, on notait comme une fatigue chez les coursiers. La surprise que ce fut ! Les candidats verts avaient fait campagne sur la dureté des champs de course. Les autres candidats avaient repris mot pour mot le programme vert. Et à deux jours des élections, crac ! V'la tout le château qui se casse la figure ! Ce discours des verts, j'ai gardé une coupure de presse, tiens :

« Mesdames, Messieurs, mes amours !

Ne vous choquez pas de cette familiarité ! Il est temps d'érotiser la politique. Demain, vous allez voter, mes loulous chéris. Vous allez voter pour le changement vert, l'espoir vert, le vent vert ou le péril vert. Restez au lit ! C'est ça le vrai changement. Laissez courir ceux qui n'ont pas encore compris ou senti que les courses seront toujours les mêmes tant qu'ils auront un cavalier sur le dos. N'écoutez pas les hommes politiques. Riez en évoquant leur souvenir. On vous a parlé, à « Paris-Environnement », des moyens de transports, des couloirs pour vélos, des hauteurs des tours et de la maigreur des forêts. C'était une ruse ! Ne vous demandez pas comment aller au boulot, mais pourquoi y aller. N'espérez pas une feuille de paye meilleure, examinez comment vous passer de salaire et de patron et de maison individuelle et de main conjugale pour dissiper les songes creux. La « verdure », c'est le possible, vous a-t-on dit avec minceur, le plus grand dénominateur commun, si grand qu'il déteint sur tous les candidats politiques. Mais si vous ne changez pas tout, vous ne changez rien.



L'absolu devient le minimum souhaitable. Oh, bien sûr, avec la verdure, le mors sera d'un cuir plus souple, la selle moins cruelle à l'échine. Et après ! Vos maîtres ont toujours pris le vent pour précéder vos révoltes, et les noyer. Le vent est vert. Ils recopient certains articles de « la Gueule Ouverte », et les servent tout chauds à vos incrédules émues. Tout chauds et réchauffés. Manque l'essentiel : la disparition de la politique. Manque le suicide des maîtres.

EN votant, vous allez compter vos voix, vous rassurer une fois de plus : on est pas tout seuls. Est-il nécessaire de voter pour le savoir ? Est-il nécessaire de compter vos voix que les voleurs de voix piqueront au second tour ? Evidemment que vous n'êtes pas seuls ! Vous êtes l'avant-garde, vous êtes ces êtres sensibles qui réagissent avant les autres car la carapace est plus fragile.

Mais toute la troupe est derrière, prête à vous suivre demain et à vous précéder un jour. Laissez faire le temps et l'impuissance des maîtres à encaser la vie. N'aidez pas les maîtres à renforcer les barrières. Restez devant, ailleurs, ou nulle part. Opposez-vous physiquement aux barrières nucléaires, pompez, comme le ténia, le corps de l'Etat en le vidant de ses ressources imposées, désobéissez aux ordres du starter ! Et puis surtout, méfiez-vous de l'impératif !

Ce fut comme si on avait inventé un nouveau langage. Les anciens politiciens du vieux monde parlaient en papou. C'te rigolade ! Le Président vendit son château et partit élever des chèvres en Ardèche. Mais personne ne vota pour lui parce que tout le monde était revenu dans les villes qui n'étaient plus des villes. Y a des gens, comme ça, ils ont toujours un siècle de retard. Enfin, si ça amuse les petits !

Arthur

SPLATCH !

EMBRINGUEE dans des activités personnelles, familiales ou militantes selon les heures, je suis assez absente de la rédaction depuis quelques semaines. C'est donc presque en lectrice de « La Gueule Ouverte » que je tiens à réagir aujourd'hui. Motif : les quatre pages consacrées à « Paris Ecologie » dans le précédent numéro.

Tout d'abord, je tiens à protester, avec toute la colère dont on me sait capable, contre la malhonnêteté qui consiste, pour deux « journalistes », dont l'un est co-responsable des Amis de la Terre et l'autre, membre également de cette respectable association, militant très actif du groupe 6^e, à faire semblant, après avoir « poussé la porte » de voisins de palier, de découvrir Paris-Ecologie au nom de « la Gueule Ouverte ». Cette petite escroquerie est symptomatique d'une - parmi tant d'autres - des querelles fondamentales qui agitent en ce moment notre rédaction et qu'il sera difficile de cacher encore bien longtemps aux lecteurs. Elle tourne autour de ce qui oppose, en gros, des champions d'un « journalisme » qui se prétend « objectif », et des militants qui, occasionnellement, font le métier d'écriture en assumant leur subjectivité engagée.

D'autre part, à la lecture de ces articles, sur lesquels je comp-

tais pour apprendre à connaître « Paris Ecologie », vis à vis de qui je n'éprouvais jusqu'à présent qu'une neutralité bienveillante, je tiens à protester aussi contre l'emploi du mot « écologie » (dont je me réclame ici, chaque semaine, dans un autre contexte) pour couvrir l'électorisme réformiste que révèlent ces quatre pages. Pas un mot sur l'esclavage au travail et ses conditions, pas un mot sur la militarisation de la société, pas un mot sur le nucléaire (Nogent est pourtant aux portes de Paris), pas un mot sur la consommation, etc. Personnellement, je tiens à gueuler mon désaccord profond avec une « écologie » débitée en tranches de tarte autour d'une tasse de thé après une séance de cinéma gratuite pour les vieillards un soir de « fête » sur un boulevard vert parcouru de vélos zigzagants. Et quand un rédacteur de l'hebdomadaire auquel je collabore avec acharnement depuis des années se permet de se laver douillettement les mains des problèmes politiques que pose la présence de candidats verts dans ces élections municipales en pirouettant sur la plaisante diversité de l'écologie et de ses tendances, je tiens à lui dire, publiquement, que je le prends plus pour un type malhonnête que pour un irresponsable.

Oh ! Brice ! Vraiment... C'est seulement ça, « Paris-Ecologie » ?

Isabelle Cabut

FLAMANVILLE: EDF COURT-CIRCUITÉE



Le site nucléaire de Flamanville est occupé en permanence depuis trois semaines. Les travaux de dérochement sont bloqués.

FIN 1976, lors de l'enquête d'utilité publique, la majorité des signatures recueillies sur le registre montraient une hostilité résolue au projet de centrale nucléaire. Seule, la commune de Flamanville, abusée sur la question de l'emploi, restait favorable. Sans attendre le résultat de cette enquête (bidon) 12 agriculteurs sur 25 menacés d'expropriation, entamèrent une procédure de G.F.A. (Groupement foncier agricole) laquelle n'attend plus que la validation imminente du notaire. D'autre part, agriculteurs, pêcheurs et militants anti-nucléaires se tenaient prêts à une éventuelle mobilisation, ayant appris les intentions d'EDF de procéder à des travaux préliminaires de dérochement de 25000 m³ de granit avant même de connaître la fin des études d'impact, la publication du tracé des couloirs de ligne (75000 volts vers Caen et Rennes) et la sortie de la déclaration d'utilité publique.

Leurs craintes furent rapidement confirmées et le mardi 8 février, EDF et le pouvoir tentèrent leur coup de force en envoyant sur le site les travailleurs et les engins d'une entreprise locale (pour justifier l'emploi). L'après-

midi, un commando surpris d'une vingtaine de tracteurs et de 200 agriculteurs enlevèrent les premiers piquets d'une clôture et exigèrent le départ des engins. Ce qui fit dire à certains d'entre eux : « comme Giscard, nous sommes pour la protection du littoral ». Ils avaient gagné. Le lendemain vit l'arrestation mouvementée de trois d'entre eux qui furent vite libérés à la suite d'une manifestation des agriculteurs devant la gendarmerie des Pieux (logique), ce qui constituait une avant-première dans cette région traditionaliste.

Une dynamique de solidarité et de prise de conscience fut enclenchée chez les agriculteurs, laquelle trouva des prolongements dans tous les comités anti-nucléaires régionaux : à l'appel du CRILAN (Comité régional d'information et de lutte antinucléaire) plus de 2500 personnes se regroupèrent et apportèrent leur soutien financier aux agriculteurs le dimanche suivant. Les Paysans travailleurs, le CDJA (Centre départemental des jeunes agriculteurs), la CFDT basse Normandie et plus tard le FFA (Fédération française d'agriculture) s'étaient joints à cet appel. D'autre part, si la FDSEA (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles) n'a toujours pas pris position, la plupart des agriculteurs adhérents à ce syndicat sont, dans le canton, opposés au projet. En outre la création d'un comité départemental de défense des agriculteurs contre la cen-

trale et les couloirs de ligne vient d'être décidée. A la suite du meeting, des bases de lutte active furent décidées le soir même. Dès le lundi, la route menant au site fut barrée par les entreprises à l'aide d'énormes blocs de pierre afin d'empêcher toute pénétration de tracteurs.

Cependant, dès 8 heures du matin, 300 manifestants envahissaient le terrain, interrompaient les travaux et, tout en discutant avec les ouvriers, poussaient sur plus d'un kilomètre, un compresseur, ce qui accéléra la décision du retrait du matériel.

Depuis ce jour, une soixantaine de personnes contrôlent en permanence les passages et routes d'accès, effectuant des rondes chaque nuit. Cette équipe d'alerte se tient prête à prévenir rapidement les nombreux agriculteurs et militants en cas d'arrivée de nouvelles entreprises ou de... CRS.

Actuellement, cette occupation n'a amené aucune réaction officielle. Cependant, il semblerait que le pouvoir hésiterait à employer la force (réaction des agriculteurs, élections) et espérerait une usure progressive des occupants, qui grèverait les effectifs et donc la résistance. Ce répit permet de populariser la lutte (tracts, meetings) et de prendre des contacts. Des représentants du CRILAN ont, d'ailleurs, effectué un récent voyage à Guernesey. Des réactions unanimes nettes et précises nous parviennent déjà des parlements

anglo-normands : « Que nous, peuple fier et indépendant, puissions soutenir un tel projet, est proprement inimaginable ». Coté français, des lettres adressées aux différentes organisations politiques et syndicales du département, n'ont à ce jour trouvé aucune réponse, sinon une déclaration de l'US CGT bâtiment se déclarant contre le tout nucléaire du gouvernement, mais soulignant « qu'elle ne pouvait pour autant négliger les intérêts de nombreux travailleurs de la centrale ». Et pourtant, après vérification, le plein emploi dans le domaine du bâtiment est assuré dans la région cherbourgeoise.

Actuellement, il faut gagner du temps puisque les problèmes énergétiques évoluent rapidement. D'autre part, Flamanville n'est pour EDF qu'un site de réserve très coûteux (nécessité de faire sauter les falaises, protection contre la mer, éloignement des centres de consommation). Son choix en revient à ce même d'Ornano qui mène actuellement une campagne électorale teintée d'écologie à Paris... Peut-être d'Ornano pense-t-il faire bénéficier sa ville, Deauville, de la patente apportée par la centrale ? En cas de changement politique, même au sein de la majorité, le projet peut être abandonné. Afin de gagner du temps, nous disposons d'arguments juridiques, de plus la constitution du GFA (Groupement foncier agricole) peut faire gagner jusqu'à trois ans.

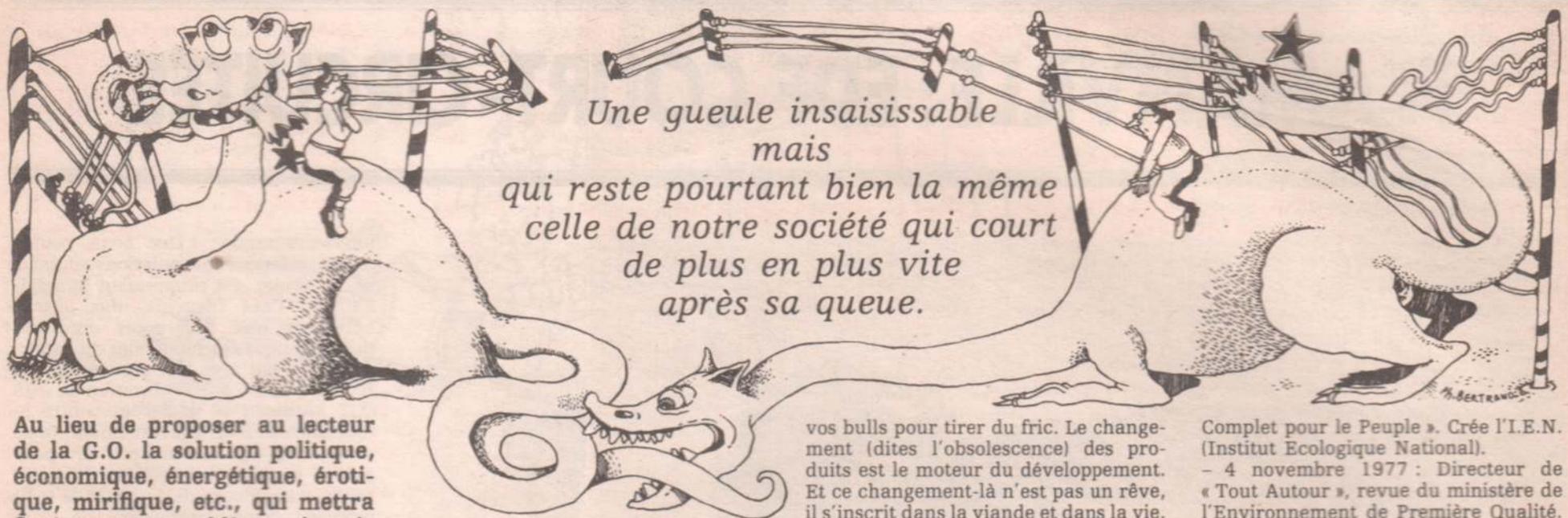
Cependant, EDF veut s'implanter et mettre les populations devant le fait accompli. D'où la nécessité d'empêcher les travaux par une occupation permanente. C'est pourquoi un grand nombre de militants disponibles est actuellement nécessaire afin d'aider les équipes locales à assurer des roulements. De plus, afin de développer l'information, un soutien financier serait favorablement accueilli par le CRILAN (à adresser à : M. René Travers, groupe scolaire Flamanville, 50340 Les Pieux, Compte Crédit Agricole n° 366 326 E).

Si Flamanville était construit, ce serait le génocide d'une région d'agriculture, de pêche traditionnelle et de tourisme de plein air.

Le Cotentin, pays de vent, peut fournir sa propre énergie. Dans cette optique, le CRILAN a proposé qu'un institut de recherche sur les énergies nouvelles et particulièrement éoliennes - y soit créé.

Par voie d'affiche, il déclare : « Prenez des initiatives et usez de tous les moyens non-violents dont vous disposez pour perturber les travaux. Génez le passage des camions et des engins et le repérage des couloirs de ligne. Nous n'avons pas besoin de centrale nucléaire ! »

CHRONIQUE DU TERRAIN VAGUE



Au lieu de proposer au lecteur de la G.O. la solution politique, économique, énergétique, érotique, mirifique, etc., qui mettra fin à tous ses problèmes, je vais l'emmerder avec trois ou quatre chroniques de sociologie générale. Il s'agit de s'attaquer à un tabou commun aux conformismes de tout poil, c'est-à-dire de droite et de gauche (en passant

par le centre) : le changement accéléré. Et si l'on me dit : « Seriez-vous contre le changement ? », je répliquerai : « Lequel ? » Donc stoppons un instant pour voir de quoi il s'agit.

L ANCIENNE société - paix à ses cendres - avait la gueule en fer et le cul de plomb. A l'échelle de la Seizième Dynastie, pendant mille ans ça ne bougeait guère, c'était toujours la même gueule sur le trône, à l'autel ou aux chiottes. Et le régime se glorifiait de son immutabilité. Ce qui d'ailleurs n'était pas drôle. Là où vous étiez vous y étiez pour toujours, sans espoir, écrabouillé sous la montagne des vérités et des institutions reçues. Mais au moins savait-on les règles avec lesquelles on peut tricher, au lieu d'être sans cesse à les apprendre à l'école. Tandis que dans la nôtre il faut avoir tout le temps l'œil. Tiens, le feu qui était blanc puis rouge passe au vert : foncez sans vous faire écrabouiller.

La gueule de notre société n'est plus en bronze mais en plastique ; sur ce point ne comptez pas qu'elle change, car si elle accélère c'est sur des rails - c'est pas à mille à l'heure qu'on négocie un virage -, et elle s'en fait une vertu. Bénéfique ou maléfique ou plutôt bénéfico-maléfique, le changement dont nous allons voir le détail, est un phénomène global qui s'étend aussi bien aux principes et aux régimes qu'à la longueur des robes ou du poil. C'est l'accélération de l'Histoire, qui se fait progressivement comme s'ébranle un train. Au départ vous pouvez sauter du wagon, pas de Concorde. Trop tard. Vous vous casseriez la gueule, et d'ailleurs la fermeture a changé, les portières sont automatiquement verrouillées. Vous êtes embarqués, comme aurait dit Sartre, ou l'adjudant de 1914 qui vous foutait à coup de bottes dans votre wagon à bestiaux.

Tout bouge : la technologie, les idées, la monnaie, etc. Ainsi le touriste qui ne bronche pas de son fauteuil : quand on s'emmerde ici on va voir ailleurs, car avec ce foutu changement tout devient

pareil. Quant au travailleur, il doit être toujours prêt à faire sa valise. Ah ce n'est plus le temps où il moisissait dans son trou ; à défaut de maison on lui fabrique une caravane. La crise ou la prospérité, le trust ou l'Etat, vous expédie au Malawi faire ce pourquoi vous n'avez pas été fait ni formé : toujours autre chose, ça ne change pas. C'est le Bien : la Mobilité Sociale. Dans le torrent de l'Histoire à quoi se cramponner ? Restait la Chine millénaire, et voici que du jour au lendemain le blanc devient noir, j'apprends que le Guide génial n'était qu'un vieillard gâteux manipulé par une intrigante. Tout nous trahit, n'est plus qu'apparence trompeuse : les vérités d'Eglise sans cesse mises à jour, le pain, l'amour... Du jour au lendemain ça change. Même la nature : là où il y avait une plaine il n'y a plus qu'un lac qu'il ne reste plus qu'à vider. Quant à l'Art, ne vous pressez pas, comme la consommation des idées celle des styles galope avec la mode. Méfiez vous du dernier bateau. Où sont les talons aiguilles et les pieds pointus du mobilier d'avant garde de l'an cinquante ? Attendez, ils vont bientôt revenir. Car si la mode change c'est pour tourner de plus en plus vite en rond.

Le changement c'est le Fait, donc la Valeur par excellence. Et il y en a pour tous les goûts. Cela se dit à Gauche la Révolution, qui changera tout demain, mais qui en attendant ne change rien. Il y a aussi la Guerre qui serait un fameux changement si elle était atomique. Pourquoi hésiter ? Aurions-nous peur du grand chambardement ? Pour les esprits plus modérés il y a la Réforme de la Réforme de l'enseignement, qui est si mal foutue qu'il faut la réformer à son tour. Mais si vous êtes sérieux, c'est-à-dire dans les Affaires, faites changer le peuple d'auto ou d'avion, et foutez la terre en l'air avec

vos bulls pour tirer du fric. Le changement (dites l'obsolescence) des produits est le moteur du développement. Et ce changement-là n'est pas un rêve, il s'inscrit dans la viande et dans la vie. Tous ces chevelus me font rire avec leur révolution, parlez-moi de M. Dassault ou miss Datar pour foutre le bordel ! Pour ce qui est de tout changer si M. Boiteux s'y met, ce sera autre chose que la Commune. On n'arrête pas le cours du... Lequel ? - Foutez-moi la paix, je n'ai pas le temps de vous répondre.

E T ce n'est pas seulement le paysage qui change, c'est l'homme : vous et moi. En bien ou en mal ? Ça c'est une question qu'on ne se pose pas dans le chahut. Et pour l'instant tout ce qu'on vous demande c'est de vous a-dap-ter. Comme le changement est l'état de notre société, l'adaptation est celui de ses membres, surtout ceux de la caste dirigeante : car c'est en haut du clocher (dans les climats chauds c'est un cocotier) que le vent souffle le plus fort. Et puisque rien ne vaut l'exemple, faisons maintenant le portrait robot de l'intellectuel dans le vent à travers les bourrasques idéologiques et militaires de ces quarante dernières années.

- février 1935 : Adhère aux Jeunesses Patriotes, puis au PPF.
- 3 septembre 1939 : Donne sa démission du PPF.
- 23 juin 1940 : Cité pour sa brillante conduite sur le front de la Creuse.
- 30 juillet 1940 : Fonde « Terre de France ». Dirige l'Ecole de Cadres de Chambon sur Vouèze.
- 10 novembre 1942 : Donne sa démission au Maréchal. Fonde le réseau « Wait and See ». (Pour la période du 30 juillet 40 au 10 mars 42 les documents ont disparu.)
- 7 août 1944 : Sous le nom de Colonel Bayard se distingue dans les FTP.
- Octobre 1944 : Fonde « Jusqu'au Bout », organe des Partisans de la Paix du Cantal.
- Décembre 1956 : Donne sa démission de France-URSS. Nommé professeur de sociologie à l'Université de Baton Rose (USA).
- Août 1968 : Dénonce l'invasion de la Tchécoslovaquie dans un célèbre éditorial du « Mondain ».
- 2 octobre 1969 : Inaugure le réacteur marémoteur de Plougastel aux côtés du Président Pompidou.
- 8 février 1971 : Directeur de l'Aménagement des Monts d'Auvergne. En propose la remise à feu.
- 1^{er} avril 1973 : Publie « Du Pain

Complet pour le Peuple ». Crée l'I.E.N. (Institut Ecologique National).
- 4 novembre 1977 : Directeur de « Tout Autour », revue du ministère de l'Environnement de Première Qualité. Elu à l'Académie Française.
- 2 septembre 1980 : Meurt d'un infarctus en inaugurant la centrale atomique du Mont Saint Michel. Obsèques Nationales. R.I.P.

Bien entendu, toute ressemblance avec n'importe quel Grand Français de notre siècle dur et pur est exclue (1).

A vrai dire, il s'agit de presque toute l'Elite, car notamment en temps de guerre, il faut savoir prendre les virages en catastrophe : du moins quand on prétend tenir le volant. Au signal il faut foncer, et vite. Ni trop tôt, ni trop tard les fauteuils sont pris. N'appellez pas cela retourner sa veste, dites « s'adapter ». Ou si vous fréquentez les sacristies « se convertir », (ou « virer sa cuti »), cela a une autre gueule. Et concluez : « Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas ». Mais tout est de le faire au bon moment. Si vous êtes intelligent, donc intellectuel de gauche, ne tapez sur Staline que lorsqu'il est bien mort et ne découvrez pas les coûts du progrès industriel avant 1971. Prenez d'abord le vent comme... (évitons des noms pour ne pas me brouiller avec ma famille) qui en général vient de l'Ouest. Suivez la vague, toujours nouvelle et toujours la même, montez et descendez avec elle : l'indicateur le plus sensible et le plus intelligent c'est encore le bouchon sur le flot. S'il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas, dans la société du changement le chien crevé au fil de l'eau devient un grand penseur.

Maintenant, faisons étape pour mesurer le chemin accompli et celui à venir. La prochaine fois, nous verrons quels sont les coûts du changement (ou de bouleversement) accéléré, qui est le principe de la seconde société bourgeoise et capitaliste. Mais au fond je viens déjà de dire celui qui est le plus coûteux pour la dignité de l'homme.

Bernard Charbonneau



(1) Impossible de donner des noms, le Bottin Mondain n'y suffirait pas. Je conseille à ceux qui ont besoin de prendre leurs distances vis à vis de l'Histoire et des Grands Hommes qui paraît-il la font, de lire le petit livre de Calixte Boissière : le Dictionnaire des Girouettes. S'ils le trouvent.

LES VERTS PARTOUT

L'arbre de Paris (12% au moins selon les derniers sondages pour Paris-Ecologie) ne doit pas cacher la forêt des candidats verts partout en France. En Alsace (voir en page 20 le reportage de Catherine Decouan), à Grenoble, à Lille, à Lyon, à Rennes, etc., les écologistes donnent en plein dans la bataille électorale. Les sondages confirment que la poussée verte est un phénomène national (11 % à Toulouse d'après l'IFOP par exemple).

Dans nombre de cas, les écologistes présentent des listes communes avec le PSU et les « socialistes autogestionnaires » sur la base de la Charte de St Omer. C'est le cas à Lyon, à Grenoble, à Rennes, à Lille, en Seine et Marne... Pour un peu, le cas de figure pari-

sien (alliance entre les Amis de la Terre et les « défenseurs de l'environnement » plus modérés) ferait figure d'exception. En banlieue, les candidats verdâtres, qui se présentent sur des bases politiques floues, foisonnent.

A Châtenay-Malabry et à Chelles par exemple, les écologistes autogestionnaires affronteront des listes de « défense de l'environnement » plus ou moins marquées à droite.

A Paris même, la campagne municipale de Paris-Ecologie prend des formes très variées au gré des arrondissements. Après le placide sixième (voir G.O. N° 146, page 11), nous sommes cette semaine allés traîner dans le quatorzième, quartier à la pointe des luttes urbaines dans la capitale.

L.S.

« La façade de la nouvelle gare Montparnasse est une insulte au bon goût. Elle se voit du XIV^e. Il faut la couvrir d'une copie de la façade de l'ancienne gare. »

« Il faut rendre la tour Maine-Montparnasse à sa véritable vocation : un objet inutile et encombrant. Ce n'est pas le Mont-Blanc, mais avec quelques pitons autour et un peu de neige artificielle dessus, on peut en faire un bon lieu d'escalade pour les Parisiens. »

« On doit vigoureusement proposer aux promoteurs et architectes de ce qui se construit au bout de la rue d'Alésia, près de la future radiale Vercingétorix et du chemin de fer, d'habiter dans leurs productions. Ça libèrera les hôtels particuliers anciens dans Paris. »

E T il y a comme ça vingt-six points, tous plus imaginatifs, tous plus démystificateurs les uns que les autres, tant le comité du XIV^e, à l'image de son quartier, a l'esprit frondeur et la gouaille parisienne. C'est un des comités d'arrondissement les plus actifs de Paris-Ecologie : seize antennes dans les différents quartiers, une cinquantaine de militants qui connaissent chaque rue comme leur poche.

Nombre d'entre eux ont déjà fait leurs armes avec la radiale Vercingétorix. Depuis deux ans, ils se battent comme des forcenés pour que ce projet de voie-express, qui doit relier la porte de Vanves au quartier d'affaires Maine-Montparnasse, ne se construise jamais. Une double voie dans chaque sens, où les guimbardes pourraient s'élaner à cent à l'heure vers le béton parnassien.

Elle est censée « désencombrer le quartier Plaisance de la circulation de transit » tout en ménageant les oreilles des riverains par la couverture d'une partie du tracé.

Il n'était pas facile, au début, de mobiliser les Parisiens sur ce problème d'urbanisme, « un peu comme celui de la voie-express rive-gauche, mais plus dur encore parce qu'il n'y avait pas de « site » à sauver et que les esthétisants ne réagissent pas », explique Jean Macheras du Comité Vercingétorix. « On a fait preuve d'activisme forcené, mais on a réussi à remettre en question le projet alors que les gens étaient déjà résignés. On n'était pas très nombreux au début, et il faut reconnaître honnêtement que ce n'étaient pas les vieux habitants du quartier qui se remuaient. Ce n'était pas une mobilisation populaire, il ne faut pas entretenir le mythe. »

Pourtant le 1^{er} juin 75, une consultation populaire à bulletins secrets est organisée par huit comités et associations du quartier, aboutissant à un refus massif du projet : 93 % de non sur 3 573 votants (pour 15 000 enveloppes distribuées, ce qui fait une par-



ticipation honorable, les gens n'étant pas habitués à voter en dehors des élections). Un mois plus tard, les conseillers de Paris, bien qu'ayant reçu le dossier complet de la consultation, votaient le projet par 59 voix contre 30, celles de l'opposition.

Les militants commençaient à se décourager quand la perspective des municipales a fait renaître l'intérêt des habitants pour leur quartier, avec la création de nouveaux comités, l'apparition de stands d'information sur les marchés, l'espoir de sauver encore quelque chose. « Dans le XIV^e, il y a en fait plusieurs quartiers : Montparnasse, avec sa tour, Montsouris avec son parc et la Cité Universitaire, et Plaisance, où nous sommes. » Ce dernier est de loin le quartier le plus populaire, le plus vivant. On y voit, dans ses rues anciennes, comme la rue Raymond Losserand ou la rue Pernéty, cohabiter des jeunes et des vieux, des intellectuels et des artisans, des commerçants aux boutiques baroques, celle du rétauteur, celle du cordonnier, celle marquée « vins-spiritueux-charbon »... A Paris, ce sont des anachronismes vivants !

« C'est la première fois que je vois des commerçants être nos agents électoraux, dit Jean-Jacques Porchez, un des animateurs du cinéma Entrépot, encore une originalité du quartier. Des gens qui n'étaient pas politisés s'intéressent à la chose publique, partout on est bien accueillis. Tout le monde est concerné, passionné. C'est parce que nous avons des préoccupations concrètes. »

Du coup, les vieux s'y mettent aussi. Tel propose de faire des panneaux de bois, tel propose un autre bricolage, ils se sentent à l'aise au milieu de cette ambiance. « Il y a une amitié qui se crée parce qu'il n'y a aucune agressivité. C'est tout un langage qui avait été volontairement mis sous le manteau par les partis politiques qu'on retrouve maintenant : le langage du quotidien. » L'artiste et le monsieur digne en cravate se retrouvent sur le marché pour discuter, ça ne pose pas de problèmes, parce qu'il n'y a pas de dogmatisme. Peut-être est-ce le quartier qui veut ça. Plaisance, quel joli nom...

Catherine Decouan

CHATENAY MALABRY (Hauts de Seine). Le groupe écologie présente une liste avec les Groupes d'action municipale et le PSU. Toutes personnes intéressées doivent contacter d'urgence le CACM, 418, avenue de la Division Leclerc. Tél : 631 47 07. Permanence le samedi à partir de 15 h au CACM.

FONTENAY SOUS BOIS. Vendredi 4 mars, en soutien à la liste Belle de Fontenay, « écologique et libertaire », Gala Laitou. Avec Lapins Bleus des Iles, Skunk, Laurent Vercambre, Albert et sa Fanfare et Groupe Curare. A la Maison pour Tous, entre l'avenue de la République et le bd de Verdun. Bus 118, arrêt Verdun. Le samedi 5 mars, manif électorale à bicyclette. Départ à 14 h à la Demi-Lune devant le zoo de Vincennes. Parcours : mairie de St Mandé, mairie de Vincennes, mairie de Fontenay sous Bois. Arrivée sur les pelouses du bois de Vincennes à la porte Jaune, avec thé dansant.

PARIS 18. C'est la fête à Montmartre le samedi 5 mars avec Paris-Ecologie 18^e. Le matin, 11 h à 13 h 30, théâtre-jeu politique de rue, masques et marionnettes géantes, musique, rue des Abbesses. De 15 à 19 h, réalisation de la première navette Abbesses-Butte Montmartre, gratuite et ouverte aux enfants et personnes du troisième âge. A partir de 20 h 30, square Jehan Rictus, fête de quartier. Musiciens et saltimbanques sont les bienvenus.

Dimanche 6 mars, de 11 à 13 h, animation au marché aux Puces porte de Clignancourt. Mardi 8, Château Rouge et marché rue Poulet. Pendant la dernière semaine de la campagne, le Farfe (fourgon anti-réactionnaire favorisant l'écologie) - antenne mobile et transparente du comité Paris-Ecologie 18^e - se déplacera à travers tout l'arrondissement à la vitesse d'une rumeur. Permanence tous les après-midis de 14 h à 19 h. Réunion du comité le mardi de 19 à 22 h. 32, rue Gabrielle (boutique jaune). Métro : Abbesses. Tél : 252 20 21, 252 09 33.

PARIS 19. Week-end de réanimation de la place des Fêtes les 5 et 6 mars, 9, rue du Pré Saint-Gervais. Débats, spectacles, fanfares, etc. Organisé par l'association Place des Fêtes Avenir, avec le soutien de Paris-Ecologie 19^e. Un des objectifs est la création d'une maison de quartier.

« Paris-Ecologie 19^e n'a pas qu'une fonction électorale : c'est surtout un regroupement d'habitants pour obtenir une transformation de la vie de quartier. Avec la population, il veut imposer notamment la rediscussion du POS, la création d'un parc de 35 ha à la Villette, la dépollution du canal de l'Ourcq, l'aménagement de ses rives en espaces verts et en pistes cyclables, etc. » Les problèmes du quartier (Foyer Pauline Rolland, CES Pailleron, expulsions, conditions de vie et de travail des travailleurs immigrés...) seront débattus en assemblées générales par les habitants du quartier et une véritable campagne d'information sera développée sur ces sujets. Les sujets les plus importants seront soumis à référendum populaire. Paris-Ecologie 19^e, 20, rue Chaudron, 75010 Paris. Métro : Stalingrad. Réunions tous les lundis à 19 h.

LE CANDIDAT



la bombe ou la vie

● Dans « la Gueule ouverte » n° 142 paraissait la réponse d'Arabyan à Isabelle, sous le titre « On ne contrôle pas le terrorisme ». Après lecture de ton papier le titre se transforme pour devenir « Tu ne contrôles pas le terrorisme et c'est ce qui t'emmerde le plus ». Tes scénarios m'ont fait vomir et j'en ai encore mal aux tripes.

Premier scénario : le sabotage manqué. Les trois affreux terroristes, après avoir creusé un tunnel à la petite cuillère, s'approchaient de leur cible la lime à ongles entre les dents... pour scier les élingues d'une grue ? Tu t'inspires d'un fait réel, où la responsabilité de l'EDF et de la société, c'est nous, ne peut être remise en cause pour appuyer tes dires. Tu te perds dans un fatras de suppositions et de questions.

Quelles banderoles porterons-nous devant le palais de justice ? C'est ça l'important pour toi ?

Taper des rétrospectives de l'occupation de Malville, porter des pancartes vendre des autocollants... tu voudrais que tes limites soit aussi les nôtres, l'épicerie de la lutte anti-nucléaire se porte bien.

Tu as peur pour ton agence de presse, ton journal, ton petit job peinarde, tu t'accroches à tes nouvelles valeurs comme les bourgeois à leur fric et à leur monde pourri.

Deuxième scénario : l'ama-teurisme. Un non violent désespéré et enflammé par la lecture de l'APRE hebdo a fait sauter son camping gaz... Le 29 septembre 1976, Yann Mikael Kernaléguen mourait déchiqueté par l'explosion de son engin. « Il était non violent

par essence, mais n'admet-tait pas l'injustice. » (Dalc'h Sonj, Combat Breton, n° 22)

Ma violence est née, non pas d'un constat d'échec de la non violence, mais de l'impuissance des non violents.

Troisième scénario : le doute. ??? points d'interrogations de suppositions...

En 77, occupation du site de Malville, 100 000 personnes. Nous ne repartirons que lorsque le site n'existera plus, cela peut durer des mois. 76, année de l'information, 77 année de l'action. Amenez vos pelles et vos pioches, vos bâtons de dynamites et vos pains complets de TNT...

Quatrième scénario : le terrorisme. Nous n'avons plus le choix, le temps de débattre autour des mots. Nous nous devons d'arrêter la folie nucléaire. Allions « violence » et « non violence ».

S'asseoir par terre et prendre des coups, comme à Malville, cet été, servait plus notre but (information et prise en main de la lutte par la population) que de balancer des pierres aux CRS.

Le sabotage de l'industrie nucléaire, ce n'est pas d'aller faire sauter les chiottes de Westinghouse.

Dire au pouvoir, vous produisez de l'électricité, mais cette énergie ne vous servira à rien, vous ne pourrez l'acheminer, car nous ferons sauter les lignes à haute tension... ou...

La désobéissance civile et le sabotage, le refus de l'impôt et le TNT, l'objection et le plastic... violence et non violence, violence ou non violence ? Peu importe les mots, Arabyan ne souhaite qu'une chose que la question soit enterrée. Déterminons-la.

A quand le terrorisme écologique ?

« T'es pas un peu con ? Tu vas nous faire perdre les élections. » Cela ne vous rappelle rien ? Ravachol



Contre la caricature électorale

● Je ne pense pas que vous ayez raison d'entrer dans l'arène électorale. En vous portant candidats, vous valorisez le système électoral, vous lui donnez du crédit auprès de l'opinion. Or la première erreur dont notre époque est marquée, c'est justement le système électoral et, ce qui revient au même ce sont « nos institutions ». Celles-ci constituent un carcan qui empêche le citoyen de s'exprimer.

Je sais quelles idées vous animent. Je les connais et je les partage. Je crois que vous les aliénez en prenant pied dans le système électoral. Malgré le tremplin que celui-ci peut vous fournir. Je le crois d'autant plus que notre tâche première auprès du public doit être de le dénoncer.

Lorsque vous faites état du rapport de force que constitue un certain pourcentage de votants en votre faveur, vous commettez une autre erreur. Vous oubliez que l'électeur (sauf rare exception) ne vote pas pour une formation politique, mais contre. Les candidats n'opèrent qu'une sorte de chantage : « ils voteront pour moi car ils ne veulent surtout pas des autres ». Comment pourrez-vous

ABONNEZ-VOUS!
SINON LES "AMoureux DE PARIS" VONT TOUT FOUTRE EN L'AIR!

1 AN : 180 FRANCS
6 MOIS : 95 FRANCS
3 MOIS : 50 FRANCS
ETRANGER : 200 FRANCS



LA SUBVERSION DES USAGES

dénoncer un tel état de fait qui démontre bien que le système électoral n'est qu'une caricature de consultation... si vous faites de même.

Par ailleurs, qui êtes-vous donc personnellement ? Comment avez-vous été désignés pour être l'émanation des personnes d'une localité ? Le fait qu'une association écologique vous a « sélectionnés » n'a pas grande signification. Ne verrons-nous pas bientôt des arrivistes de tous bords utiliser, pour parvenir à leurs fins (électorales), le canal des associations comme ils le faisaient auparavant avec les partis.

Que ferez-vous une fois élus ? A l'échelon municipal ? Donnez-vous la parole aux électeurs ? Allons, cette prise de parole ne peut venir du haut, vous le savez. Et si vous arriviez au pouvoir ? Vous y seriez pour gérer un certain type de société et n'y pourriez rien changer. Il vous importerait surtout d'assurer « l'ordre » et la « paix sociale ». Il vous faudrait donner du travail aux chômeurs et pour cela procurer des débouchés aux entreprises, faire face aux mouvements revendicatifs, équilibrer la balance commerciale. Vous devrez rassurer les privilégiés afin d'enrayer la fuite des capitaux vers l'étranger. A grand peine parviendrez-vous à obtenir la limitation de vitesse à 110 sur les autoroutes. Mais vous n'empêcherez pas l'exode rural et le béton poursuivra sa marche inexorable. Vos rêves écologiques seront loin. Croyez-moi, chers camarades candidats, ne dilapidez pas votre énergie, la rude tâche que nous avons à mener se joue sur le terrain, dans les quartiers et les communes, mais non pas dans les sphères supérieures.

Jacques Essel



Le GRATPP s'installe dans un nouveau local : 28, rue Dunois - 75013. Paris. Métro Chevaleret. Permanence le mercredi de 18h30 à 20h30. Tél : 574.72.00.

Echange de propos tout ce qu'il y a de plus à la pointe de ce qu'on peut entendre de mieux dans le genre en ce moment :

L'écologiste : « L'écologie condamne aussi la production de biens et de services inutiles, la création de faux besoins ».

Le communiste : « Le matraquage publicitaire incite effectivement à des achats injustifiés. Mais comment définir ce qui est vrai ou faux besoin ? Peut-on décider à la place des gens ? »

L'écologiste : « C'est ce que font les médias actuellement. Le conditionnement est si fort qu'il sera difficile d'en annuler les effets... » (1)

LA-DESSUS, j'imagine qu'ils boivent un coup, très satisfaits l'un comme l'autre de ces belles paroles qui vont se perdre dans les sables mouvants du Possible et de Demain-la-Révolution.

« Peut-on décider à la place des gens ? » Comme s'il allait se gêner le camarade ! Il décidera pour eux plutôt deux fois qu'une et en donne lui-même la preuve dans le même article (2). Mais dire benoîtement « Peut-on décider à la place des gens » le dispense de chercher comment on pourrait faire pour que « les gens » décident enfin par eux-mêmes. Il n'est pas « les gens », lui. Ce n'est pas à lui de fournir les solutions. Il vous soupçonne même de dirigisme... Que les gens décident ! Où sera-t-il, notre bonhomme, à ce moment-là ? Attendant que la Volonté Populaire enfin s'exprime, sa vocation à lui étant d'y obéir. L'hypocrite ! Il sait d'avance que ses gens ne réussiront à décider de rien, et il a d'ailleurs toute une panoplie de moyens pour les en empêcher. La preuve sera bientôt faite qu'il faut revenir aux décisions centralisées : un retour que « les gens » voudront d'un cœur unanime, pour le grand profit de l'Etat...

Dans la conjoncture où est actuellement le P.C., le dialogue cité a toutefois ceci de remarquable que le problème de la décision populaire surgit pour une fois où il faut : à propos non plus de revendications salariales ou de thèmes bien abstraits, mais des besoins mêmes. L'échappatoire est cependant aussitôt trouvée : « Comment définir ce qui est vrai ou faux besoin ? » Truc connu, qui divise automatiquement ceux qui ont en tête des idées de révolution culturelle. Depuis 68 on s'échine en vain sur cette définition-là, et la classe politique le sait bien, qui en profite pour jouer la carte des « besoins » tels qu'ils hantent la lutte des classes : le modèle bourgeois pour les fils du peuple, le maintien des privilèges pour les autres...

Observez pourtant comment de son côté notre écologiste s'en tire en mettant les Méchants Médias en accusation. « Le conditionnement est si fort qu'il sera difficile d'en annuler les effets. » A la difficulté de la définition répond ainsi la difficulté du déconditionnement. On nageote gentiment dans la difficulté de part et d'autre. Mais tandis que le communiste sait parfaitement comment il s'en tirera, par des recettes ayant déjà fait leurs preuves, les écologistes, soyons sincères, n'ont pratiquement rien en vue, sinon leur confiance illimitée dans la spontanéité populaire et quelques vagues bricolages éoliens ou solaires (3).

(1) La Gueule Ouverte n°143 (2 février 77), p.2

(2) Imaginez qu'un relais de TV apporte l'image à 100 000 habitants et gêne les 400 villageois du lieu de son implantation : même si les villageois y sont opposés, il faudra construire le relais, qui sert un intérêt plus général. Après tout, le suffrage universel doit donner un pouvoir aux élus. (même article)

(3) Voir dans le même n°143, « D'Ornano, ministre du soleil » inaugurant une centrale solaire à Odeillo. Commentaire G.O. : « beaucoup de bruit pour un gadget

pour se déconditionner

La vraie question est là, pourtant, qui devrait nous permettre de sortir de la contestation tous azimuts et des combats d'arrière-garde. Nos deux compères se gardent bien de la poser, soit qu'elle ouvre sur des abîmes, soit, tout simplement qu'ils ne la « sentent » pas encore. Posons-la pour eux : comment annuler les effets du conditionnement ? Comment les annuler, surtout, sans sombrer dans de nouveaux conditionnements ? Vous ne vous en tirez pas en récitant le bréviaire de la dictature du prolétariat. Ni en débitant tout le catalogue 77 des solutions miracle, qui va des comités de quartier (le soir après le turbin, sans remettre en cause surtout ce qu'on a produit dans la journée) aux conseils d'usine (pour un meilleur rendement dans de meilleures conditions de travail) en passant par le forum permanent et la communauté vraiment, mais alors vraiment communautaire...

Tout ce folklore ne réussira jamais qu'à vous distraire de la critique permanente des besoins, de cette subversion des usages où l'écologie politique doit résolument faire sa percée, sous peine d'échouer lamentablement, comme on le voit ce jour-ci, dans l'électoratisme et la concélébration du mythe autogestionnaire. Je dis bien critique, pas définition, et subversion, pas changement. Et j'insiste sur permanente... Il ne s'agit pas, en effet, de définir un fois pour toutes ou même périodiquement nos besoins : c'est la tentation technocratique ou éco-fasciste, ça, qui prétend ajuster les gens aux ressources et réciproquement, en se servant de tout ce que la « science » peut apporter à ce délire de contrôle. Il ne s'agit pas non plus a priori de les réduire - tentative puritaine très proche de la précédente. Il s'agit de les assumer, comme un risque constant dont ni dieux ni maîtres n'ont le droit de nous débarrasser.

Mais les assumer, qu'est-ce que ça veut dire, qu'on veut en devenir responsable ? Comment ? En voyant bien, déjà, où notre responsabilité est engagée. Besoin de boire, de manger, de dormir, ce n'est pas votre faute : on vous a fait comme ça. Mais vous ne buvez pas n'importe quoi, ne mangez pas n'importe comment, ne dormez pas n'importe où. Ce n'est pas tant des besoins eux-mêmes, par conséquent, qu'il nous faut devenir responsables, que de l'écart qui existe et existera toujours, quoi que nous voulions, entre les nécessités de base et la façon dont nous y réagissons (4). Tant qu'il y aura des hommes il y aura des rituels, des

procédés, des techniques, pour habiller, maquiller ces nécessités de base jusqu'à les rendre méconnaissables. Variant d'un peuple et d'un époque à l'autre, il y aura des façons de faire qui engageront toute notre production, toute notre consommation, et par suite tous nos rapports avec l'environnement. C'est là qu'est le risque et là que l'écologie politique doit chercher à prendre le pouvoir, car c'est là, et pas ailleurs, que toutes nos aliénations - et par conséquent aussi toutes nos libérations - se jouent.

une société expérimentale

Encore faut-il que l'exercice du pouvoir ne nous fasse pas retomber dans les ornières habituelles. Car il ne suffit pas de contrôler nos petits et nos grands écarts ni même de pouvoir décider de nouveaux usages. Comment s'y prendre pour que nos décisions ne nous transforment pas en serviteurs d'une majorité, ou même tout simplement, en exécutants bornés de nos propres décisions ? Ce ne peut être à mon sens, qu'en donnant à toutes nos productions et consommations un caractère franchement hypothétique. En faisant des expériences dont tous les paramètres - les hiérarchies créées, la formation professionnelle requise, les retombées sur la nature, etc. - seraient prises en compte par les intéressés. Je vous laisse imaginer le déconditionnement profond qui en résulterait, et de l'indifférence dans laquelle on serait désormais de Bon ou de Méchants médias...

Si je reviens après cela, à tous ces comités de quartier avec lesquels nos bateleurs électoraux s'excitent depuis le début de leur campagne, je suis évidemment déçu. Qu'on se réunisse, bien sûr ! Mais si ce n'est pas dans le but très précis de critiquer nos usages quotidiens, si ce n'est pas pour en expérimenter de nouveaux - qui peuvent d'ailleurs adapter les anciens : il n'y a plus de honte à avoir, dans ce cas -, plus économes en travail, en matériaux, en énergie, en pollutions, en flics, en profs, en médecins, on passe une fois de plus à côté de la démocratie. On filtre la boue là où le fleuve en charie le plus, on consolide le cadre au lieu de le faire craquer, et ce n'est pas l'exemple, si sympathique soit-il, de quelques communes inspirées où le conseil municipal a renvoyé la balle à ses mandants qui me fera changer d'avis.

L'alternative originale que peut proposer dès aujourd'hui l'écologie politique, c'est de nous associer, jeunes et vieux, débiles et surdoués, mâles et femelles, dans une entreprise critique, et plus seulement contestataire. Bien au delà de l'autogestion, dernière trouvaille de la classe politique, nous devons viser à la société expérimentale.

LAMBERT

LE BON SENS D'AMALRIK

Mercredi soir, faubourg St Honoré. Un petit paquet de gens entourent André Amalrik. Il est petit, sérieux, simple, très réservé. Répond tranquillement et brièvement aux questions.

- A.A. : Le contraste est frappant entre la simplicité de l'accueil que j'ai reçu à La Haye et ce palais (l'Elysée), défendu par tous ces policiers. Même l'habitation privée de M. Giscard d'Estaing est gardée par des policiers rôdant sur les toits des immeubles voisins. En Hollande, il y a peut-être des policiers en civil, mais on ne les voit pas.

- G.O. : Combien y a-t-il de dissidents en URSS ?

- En URSS, on ne peut jamais donner un chiffre exact. Le groupe central à Moscou est d'une dizaine. A Kiev il y en a six. Mais en réalité, les dissidents expriment tout haut ce qu'une grande partie de la population pense tout bas. La dissidence existe depuis onze ans malgré les répressions.

- Comment se fait-il que la population reste silencieuse ?

- Tous les opposants ont été liquidés physiquement pendant des années. Il est facile de comprendre pourquoi les gens se taisent : par instinct de conservation.

- Comment peut-on vous aider ?

- Ecrivez à vos dirigeants.

- Comment réagissez-vous aux violations des droits de l'homme ailleurs qu'en URSS ?

- Négativement.

- Croyez-vous qu'on pourrait établir

un lien entre votre lutte et celle que nous menons ici ?

- Je ne connais pas assez votre action ici.

- Comment réagissent les psychologues, psychiatres et autres savants vis-à-vis de leurs collègues travaillant dans les cliniques psychiatriques spéciales ?

- Avec indifférence.

Sentiment de malaise. Peut-on espérer que les truands du type Brejnev soient démolis un jour par des hommes aussi civilisés ? Boukovski, à son meeting de Dauphine le 15 janvier, paraissait plus agressif, plus passionné. Mais il ne faut pas se fier aux apparences. Amalrik a compris la brutalité hypocrite de la démocratie française. Il comprendra vite qu'il n'y a rien à attendre des hommes au pouvoir, où qu'ils exercent et quelle que soit leur devanture politique. Ecoutez sa réponse à la question : « Qu'attendez-vous de la conférence de Belgrade ? »

- Si tous les hommes d'Etat réagissent comme M. Giscard d'Estaing, je n'en attends rien.

Faisons confiance au bon sens d'André Amalrik et de ses camarades. Les hommes tranquilles d'aujourd'hui pourraient bien rejoindre l'internationale de la révolte.

*propos recueillis
par J.N.*

problèmes soient résolus, il est même probable que la construction sera achevée avant que soient menées à leur terme toutes les études en cours. »

Le Conseil général (à majorité socialiste) demande :

- la constitution d'une Commission régionale de sécurité à laquelle participeraient les représentants des collectivités locales intéressées.

- à être associé à toutes les études préalables au choix du site.

- la communication de toutes les études en cours.

- la révision des projets d'aménagement du Rhône-Moyen pour y intégrer les données nouvelles résultant du programme nucléaire.

Le Conseil a chargé son président, Maurice Pic, sénateur-maire socialiste de Montélimar, de faire inscrire cette opposition dans le cadre de l'enquête d'utilité publique sur le projet.

A l'appui de sa prise de position, le Conseil général publie un rapport éta-

Lettre à Giscard en soutien aux prisonniers politiques en URSS

Cher Valéry,

André Amalrik m'a demandé d'écrire « à mes dirigeants » pour soutenir la cause des dissidents russes. Voilà. Je te fais la commission. Permetts-moi d'ajouter quelques mots de ma part.

Je te félicite du refus que tu as opposé à Amalrik. Au lieu des larmes de crocodile et de protestations vertueuses de tes collègues étrangers, tu dis clairement que la vie de quelques pouilleux soviétiques n'est rien à côté des intérêts de l'Etat français, ou plus exactement des industriels et banquiers qui font commerce avec l'URSS. On se doutait que telle était ta politique vis à vis de l'Afrique du Sud raciste, de Franco, des colonels grecs et des pays arabes (Abou Daoud). Après l'affaire Amalrik, c'est officiel : ce qui intéresse l'Etat français, c'est de faire des affaires, pas de la morale, ça ne paie pas.

Nous non plus, on ne tient pas tellement à toutes ces chartes des droits de l'homme. On est d'accord avec toi là-dessus, mais pour des raisons différentes. Ce qu'on trouve chouette chez les dissidents russes, c'est qu'ils BAGARRENT pour ces droits. Amal-

rik, Boukovski, Kouznetsov, les frères Medvedev, Pliouchtch, Sakharov, Soljenitsyne, le docteur Stern et quelques autres citoyens soviétiques apportent la preuve que même sans droits garantis, l'homme courageux arrive à dire merde à l'Etat. Qu'est-ce qu'on aura de plus lorsque le tsar Brejnev aura solennellement accordé ces droits ? Staline n'a-t-il pas octroyé à son peuple la constitution « la plus libérale du monde » ?

Il ne faut pas se faire d'illusions. En possession des droits les plus mirobolants, les timides resteront timides. On le voit bien chez nous. Quel usage faisons-nous de tous les droits et libertés que nous reconnaissons les textes ? Comment exerçons-nous notre fameuse souveraineté populaire ?

Plutôt que de te lancer, comme ce faux-jeton de Lecanuet, dans la surenchère humanitaire, tu fais bien, cher Valéry, de t'en tenir aux choses sérieuses : assurer de bonnes affaires à tes amis de l'Elite française et nous protéger, avec ton courage bien connu, contre la dictature de ton ex-ami, le nazi Chirac.

Merci, cher Valéry, en notre nom à tous, au nom des dissidents russes prêts à têter du Goulag et au nom du KGB dont tu facilites si bien la noble mission de maintien de l'Ordre.

Pierre Jacques

bli par son Agence d'implantation et de développement des entreprises (AIDE) sur la « problématique de l'insertion des centrales et usines nucléaires dans la vallée du Rhône » (1).

Ce rapport donne les points de vue des partisans (EDF, CEA...) et des adversaires (professeur Lebreton, Institut économique et juridique de l'énergie de Grenoble) des projets nucléaires. Etabli il y a deux ans, il expose de manière détaillée toutes les conséquences des centrales nucléaires prévues sur les sols, l'agriculture, les eaux du Rhône, le tourisme, les autres industries, l'aménagement du territoire.

Dans sa présentation, Maurice Pic se déclare « troublé » par les oppositions entre les jugements d'« éminentes personnalités scientifiques » : « L'opinion du Professeur Néel n'est pas celle du Professeur Kowarski, qui n'est pas non plus celle du Professeur Lebreton ». Le rapport ne se prononce pas contre le nucléaire en soi, mais préconise la prudence et dénonce la légèreté d'une approche uniquement technique : « le programme d'implantation des centrales et usines nucléaires, ainsi qu'une grande part de sa contestation, s'enferment dans une analyse technicienne, souvent unidimensionnelle... Peut-être le temps est-il venu pour que la vallée du Rhône succède aux bassins houillers (pour l'approvisionnement énergétique de la France). Mais si au siècle dernier on a complètement ignoré l'environnement, une telle attitude n'est plus admissible, à supposer qu'elle l'ait jamais été. Négliger les difficultés d'insertion des centrales dans leur environnement et ne pas accompagner leur construction d'un plan global de réaménagement du territoire serait d'autant plus grave que la crainte de la radioactivité passionne un débat qui ne peut rester enfermé dans la seule technique des ingénieurs atomistes. »

L.S.

(1) 5, faubourg Saint-Jacques, 26000 Valence. Tél : (75) 43 28 76 et 43 36 47.

ECHOS NUCLEAIRES

● L'électricien américain Virginia Electric and Power Co vient d'arrêter la construction des réacteurs nucléaires Surry 3 et 4 (des PWR de 882 MWé chacun). Motif : difficultés financières et incertitude sur les prix nucléaires. L'atomicus interruptus continue.

● La Nuclear Regulatory Commission américaine a décidé de retarder la procédure d'autorisation relative à la centrale de Marble Hill dans l'Indiana. Celle-ci a déjà un an de retard sur le calendrier prévu.

● Le gouvernement suédois a augmenté les crédits de recherche sur les énergies « nouvelles » et réduit les crédits nucléaires. La recherche nucléaire suédoise se bornera à la sûreté des filières existantes (eau légère). Les travaux sur les autres filières et sur l'enrichissement de l'uranium seront interrompus.

● Les charbonnages de la Communauté Economique Européenne se plaignent de mévente, causée par l'importation de charbon venant de l'extérieur. Leur capacité de production devient excédentaire. Il devient de plus en plus clair que, entre la situation actuelle et la mise en place à grande échelle des systèmes énergétiques doux dans quelques décennies, le charbon est une bonne source d'énergie de transition : cette source abondante et bien connue ne réclame que des efforts modérés de recherche et de développement (combustion sur lits fluidisés, transformation en combustibles liquides et gazeux, dépollution, sûreté dans les mines...). Contrairement au nucléaire, elle laisse donc du capital, de l'habileté professionnelle et de la matière grise pour le développement des énergies douces.

Les Amis de la Terre

« L'humanité est maudite si pour faire preuve de courage elle est condamnée à tuer éternellement. » (Jean Jaurès)



LES SCIENTIFIQUES ET L'ARMÉE

Lorsque la vieillesse fut venue, Alfred Nobel, devenu millionnaire grâce à sa découverte de la dynamite, se trouva fort dépourvu au moment d'arriver devant Saint Pierre. Pour se dédouaner, il légua dans son testament le prix devenu fameux qui devait être attribué « à ceux qui ont apporté le plus de bienfaits à l'humanité ». Bien qu'on ne retrouve pas toujours et de loin, parmi les Prix Nobel, des savants qui répondraient à ce critère, la recherche scientifique reste pour beaucoup d'entre nous synonyme de « bienfaits » et de « progrès » pour l'humanité, et la recherche militaire une antinomie absurde à laquelle l'esprit se refuse d'accorder une signification réelle. Ce rejet d'une réalité gênante est un phénomène bien connu en psychanalyse et seule une prise de conscience dénuée de crainte permet de venir à bout des névroses qu'elle engendre.

Le but du présent article est d'exposer quelques aspects de la recherche militaire en France : la structure d'encadrement, les motivations des universitaires qui y participent, qui sont ces hommes, etc.

QU'EST-CE qui fait courir les scientifiques ? Essentiellement trois motivations : la gloire (pour les plus brillants), la paye (très honnête pour tout le monde) et, loin derrière, la curiosité. Comme par hasard, si l'on remplace « curiosité » par « aventure », on s'aperçoit que les militaires courent pour les mêmes motifs. Scientifiques et militaires sont, en outre, des gens d'ordre et de discipline, ils sont donc faits pour s'entendre. Les militaires ont de l'argent, les scientifiques des idées pour des jeux passionnants, le Pouvoir se devait de bénir l'union de ses deux enfants chéris.

Pour des raisons évidentes, bien qu'in-

justes, cette union doit rester secrète. L'idéalisme des jeunes étudiants accepte en effet difficilement de voir la Science - leur mère - se prostituer au grossier personnage que représente le Militaire. On l'a vu partout dans le monde et en particulier en France. En juin 1972, au Collège de France à Paris, lorsque M. Gell-Mann, Prix Nobel de Physique, voulut parler physique, sa voix couverte par celle des étudiants qui réclamaient au contraire des détails sur sa participation à la guerre du Viet-Nam. Idem à l'Ecole d'Eté de Cargèse (Corse), en juillet 1972, boycottée par les étudiants qui récusaient la présence de S. Drelle, collègue de Gell-Mann au sein du Comité Jason (groupe de scien-

tifiques US, conseillers militaires du Pentagone). Encore ne s'agissait-il que de scientifiques étrangers. Que serait-ce si les scientifiques français - professeurs d'Université de surcroît - avaient voulu en faire autant ? Dans notre société de compétitivité, le professeur d'université représente le modèle achevé de l'Homo sapiens que les mères montrent à leurs enfants et il n'est pas question de laisser souiller ce modèle idéal par le sang des hommes trucidés avec leurs inventions.

Bien qu'il y ait eu plusieurs appels publics pour le boycott des activités militaires par les scientifiques, ces appels sont restés sans grand succès parmi les scientifiques « arrivés » et, crise économique ou pas, les scrupules éventuels des autres sont restés inexprimés.

Outre leurs domaines naturels d'entente cités précédemment, plusieurs motivations sont encore à l'origine de la collaboration entre scientifiques et militaires. D'une part, les scientifiques poussant leurs propres inventions - pour la gloire ! - ont souvent la prétention de faire mieux que les militaires dans les opérations de guerre ou de défense. On l'a vu de tous temps, depuis Archimède jusqu'à l'utilisation des bombes A à Hiroshima et Nagasaki. En 1914-18, ce sont les scientifiques des deux bords qui ont poussé à l'utilisation des gaz asphyxiants (pour des raisons humanitaires... parfaitement !) et la plupart du temps contre l'avis des militaires. Non pas que ceux-ci soient en aucune sorte retenus par des considérations humanitaires - on s'en doute -, mais tout simplement

parce que leur esprit obtus renâcle à l'utilisation d'armes nouvelles dont ils ignorent l'emploi. Le général Ailleret, père (1) de la bombe A française, décrit bien cette attitude chez les officiers supérieurs français dans « l'Aventure Atomique Française » (Grasset Edit, p. 200).

« Ce n'était pas de la paresse intellectuelle qui empêchait nos opérationnels de regarder en face le problème atomique, mais la phobie de changer de genre de raisonnement et de devoir tenir pour nulle ou au moins pour peu de chose une expérience et un savoir qu'ils avaient mis toute une carrière à acquérir. Cette phobie devait les amener à se retrancher derrière des raisons plus ou moins enfantines pour ne pas employer dans leurs exercices ou, lorsqu'ils furent bien forcés de les employer, pour utiliser sur une échelle simplement symbolique des armes qui dérangeaient toutes les habitudes. »

Edward Teller, le père de la bombe H américaine, suffisamment hors de portée des militaires, n'hésite pas à les traiter de minus dans son exhortation aux scientifiques :

« En général il est préférable de ne pas demander aux militaires ce qu'ils veulent mais plutôt de pousser la Recherche Scientifique à ses limites, les besoins militaires suivront bientôt. Souvent les militaires sont dépourvus de l'envergure nécessaire pour apercevoir les perspectives offertes par les

(1) Le travail de la « mère » a été effectué par les universitaires bien connus que sont MM. Yvon, Rocard et son équipe de l'Ecole Supérieure, Francis Perrin, Aigrain, etc.





nouvelles découvertes scientifiques.» (Cité par M. Leitenberg, « Bull. Atomic Scientists », jan. 72, p. 17.)

Mais il peut toujours y avoir plus bête qu'un militaire, comme l'écrit Ailleret (op. cité, p. 113) :

« M. Louis Leprince-Ringuet nous traitait par ricochet de minables dans le Monde du 19 mars 1955. Il avait tort, car il n'avait, à l'époque, simplement pas compris la nature de la révolution introduite par la puissance unitaire considérable de l'arme nucléaire... »

M. Louis Leprince-Ringuet est d'ailleurs sans rancune puisque, le 8 octobre 1964 à Cherbourg, il commençait ses cours de la session 1964-65 de l'École d'application militaire de l'énergie atomique.

Mis à part ces banalités réciproques qui n'entravent en rien des élan amoureux plus profonds (voir par exemple les courbettes des uns et des autres aux séances de l'Académie !), les scientifiques essaient parfois de justifier leurs liaisons contre nature avec les militaires.

la morale des fabricants de couteaux

Les scientifiques ne sont pas plus responsables que les autres des applications de leurs inventions. C'est la morale des fabricants de couteaux de boucher proposée par Louis Néel après son Prix Nobel :

« Si je fabriquais des couteaux de boucher, je me sentirais parfaitement à l'aise, même si ces couteaux servaient parfois à assassiner les gens, parce qu'après tout on a besoin de couteaux de boucher et ce n'est pas au coutelier de s'occuper de l'emploi criminel que certains peuvent en faire. » (D'après P. Aigrain, « Sciences » n° 71, mars-avril 1971)

B.T. Feld, un des piliers de Pugwash - USA (2), et V.F. Weiskopf qui participa à Los Alamos à la fabrication de la bombe d'Hiroshima puis à la course aux armements comme directeur du MIT (Inst. de Tech. du Massachusetts, USA) écrivaient dans l'« International Herald Tribune » du 16 sept. 76 :

« Plutôt que d'essayer d'apaiser nos

consciences en blâmant la science et les scientifiques pour les maux de la société, nous devons concentrer notre attention aux processus politiques à faire intervenir pour éliminer ces maux. »

Etrange ces incendiaires qu'on retrouve parmi les pompiers, non ? Non, c'est en tout cas l'avis des membres de Pugwash-France, club élitiste où l'on retrouve aussi certains participants (comme Francis Perrin) à la fabrication des bombes A et H françaises. Leur argument étant que seuls des gens compétents peuvent résoudre ces problèmes (Ce sont les mythes n° 4, 5 et 6 de l'Eglise Scientiste dénoncés par « Survivre et Vivre » n° 9 de sept. 1971).

la politique de la tour d'ivoire

« Il faut des crédits pour faire avancer nos affaires et la Science. Les militaires en ont, autant que ce soit nous qui en profitons. » Grâce à quoi les militaires peuvent exercer ici toutes les variantes du métier de souteneur. Certains labos scientifiques - disons certains scientifiques - sont « entretenus » par simple prestige et/ou pour atténuer les scrupules de ceux qui sont plus engagés militairement. D'autres sont piégés plus progressivement, comme la fille à laquelle en offre d'abord des cadeaux anodins puis de plus en plus éblouissants. Comme elle, le savant se retrouve bientôt à faire la putain pour avoir des contrats militaires et, comme elle, il prétendra la main sur le cœur que c'est pour nourrir ses enfants - en l'occurrence les jeunes boursiers de thèse de son labo.

J.-P. Malrieu a très bien analysé cet aspect de la militarisation de la recherche dans « la Vie de la Recherche scientifique » (n° 135, 1969, p. 373). Mais Lucien Barnier lui avait déjà répondu par avance dans « le Figaro Littéraire » de juillet 1968.

« ... On ne saurait toutefois leur concéder [aux chercheurs scientifiques] le droit de refuser tout travail à un gouvernement qui ne leur agréerait pas... Accepterait-on qu'un électricien coupe le courant à une usine qui fabrique des produits dont la nature lui semble contestable ? »

Certes ! Mais, comme pour les travailleurs au chômage du « Parisien Libéré », on ne collabore pas impunément à une œuvre malfaisante sans ressentir quelquefois les retours de bâton. A moins que ce ne soit tout simplement du masochisme ? Un chercheur du département des applications militaires du CEA offre un argument tout aussi spécieux : si nous ne les faisons pas [les armes], les autres [les ennemis], eux, ne s'en priveront pas. L'attitude criminelle des uns doit-elle nous encourager dans la même voie ?

D'autres, pleins de bonnes intentions, acceptent ce travail de mort dans le but de minimiser l'action des forces du mal. Mais existe-il des bombes plus humaines les unes que les autres ? Laval, Pétain et d'autres avaient déjà invoqué la même excuse pour justifier leur collaboration avec les nazis pendant l'occupation. Les déportés les ont jugés.

Aussi surprenant que cela puisse paraître, l'argument le plus simple, à savoir : cette recherche sert à la défense de la France, n'est jamais apparu dans les arguments de ces chercheurs d'armes. Il faut croire que cet argument est hors de leurs préoccupations premières, ou dépourvu de crédibilité, ou bien les deux.

Il ne faudrait pas oublier un argument, si faible soit-il : les retombées civiles des recherches militaires. Nul doute qu'une injection massive d'hommes et de crédits dans la recherche permet à coup sûr d'obtenir des résultats. Mais on ne peut évidemment que conjecturer ce que seraient ces résultats si la recherche était orientée non pas par l'armée mais par les syndicats ouvriers, paysans et marins, et par les assurés sociaux. Un mythe grotesque et parfaitement faux, veut que chaque guerre fasse avancer la science. Si les théories d'Einstein sont exactes, la chaîne la ramènera à l'âge de pierre.

Pour être complet, il faudrait mentionner également ce qui n'est après tout qu'un moyen comme un autre de faire tourner le système. La science pollue, mais elle vous offrira les moyens de lutter contre la pollution, qu'à cela ne tienne si ces moyens sont aussi polluants. L'Institut Pasteur du « gauchiste » Monod passe des contrats avec l'armée US (3) et fournit aux laboratoires militaires - CESSA de Lyon (4) ou Centre du Bouchet - des souches microbiennes pour préparer une future guerre bactériologique, tout en organisant des quêtes publiques pour le cancer. Grandeur et décadence de la recherche scientifique !

le cadre

Pour mieux faire comprendre l'organisation de la recherche militaire, il n'est peut-être pas inutile de présenter la DRME. La DRME, Direction des

recherches et moyens d'essais, comme son nom ne l'indique pas suffisamment, dépend directement de la DMA, Délégation ministérielle à l'armement. La DRME emploie directement environ 3 000 personnes et dirige de près ou de loin le travail de plus de 30 % des chercheurs scientifiques français et surveille le travail des autres par ses représentants siégeant dans tous les conseils scientifiques des grands centres de recherche publics ou privés qui ne sont pas directement sous tutelle. Les futurs polytechniciens seraient surpris de connaître leurs chances de travailler pour la guerre : d'après l'annuaire des anciens élèves de l'École, plus de 40 % d'entre eux sont employés directement par l'Armée ou dans ses entreprises travaillant pour l'Armée.

Le directeur actuel de la DRME est J.-E. Dubois, professeur à Paris VII, physico-chimiste et spécialiste des gaz binaires. La spécialité du directeur de la DRME renseigne l'ennemi averti des orientations de la recherche militaire française. A l'époque de la première bombe A, c'était le Pr Y. Rocard. Pour la mise au point des missiles du Plateau d'Albion, ce fut le Pr L. Malavard. Inutile d'insister sur l'importance que les militaires actuels attribuent à l'arme chimique et biologique. Le reste n'est pas négligé non plus, puisque le directeur des recherches scientifiques est le Pr J.-L. Delcroix, spécialiste des plasmas, enseignant à Paris XI, d'où il peut aider efficacement le Centre d'études militaire de Limeil (94) spécialisé dans le développement des « armes futures » : rayon laser, fusion, bombes H, etc.

Le directeur de la DRME est assisté par un collège d'experts composé en majorité de profs d'université et de directeurs de labos de recherches publics ou privés. Les recherches sont sous le contrôle de 13 divisions scientifiques, chacune d'elle étant dirigée par un professeur d'université nommé pour cinq ans de manière à ne négliger personne - ou à mouiller le plus de monde possible, c'est selon... Ces noms sont évidemment tenus secrets, mais le lecteur averti pourra choisir dans la liste ci-après des noms qui sont ou furent à ces directions. Notons encore que :

- Le CNET, Centre national d'études des télécommunications, met au point les liaisons radios de l'Armée.
- L'ONERA, Office national d'études et de recherches aérospatiales, étudie les missiles longue portée du type de ceux du Plateau d'Albion et des sous-marins nucléaires.
- Le CNES, Centre national d'études spatiales, travaille sur les satellites.
- L'Institut franco-allemand de St-Louis (68) étudie les missiles à courte portée.
- Les missiles longue portée sont essayés à partir du Centre d'essais des Landes et les missiles courte portée à partir du Centre de l'Île du Levant.

(2) Pugwash est une organisation composée de scientifiques de différentes nationalités qui cherchent un moyen d'obtenir le désarmement mondial ou tout au moins une réduction de la course aux armements, en agissant auprès de leurs gouvernements respectifs. Comme Pie XI pendant la guerre à propos des camps de concentration nazis, ils agissent dans le silence feutré des Chancelleries et des Ministères. A ce jour, ils ont réussi à faire interdire des armes démodées ou

de peu d'intérêt militaire.

(3) Voir S.M. Hersh, p. 246 de « Chemical and Biological Warfare », Panther Books, London 1970.

(4) Dont le rôle officiel est purement défensif... comme le révèle subrepticement une décoration accordée « au Chef du Service Administratif des fabrications d'armement au Centre de Recherches de Santé des Armées » (J.O. du 21 XII 1966, p. 11187).

- Le développement et la fabrication des bombes A et H est du ressort du Département des applications militaires du Commissariat à l'énergie atomique (DAM-CEA).

- Le Service des poudres et explosifs, qui avait le monopole de la fabrication des explosifs en France, a dû lâcher ce monopole depuis la création de la Communauté écologique européenne. Il s'est maintenant transformé en Société nationale des poudres et explosifs (SN-PE), dont le Conseil Scientifique est recruté de la même manière que précédemment.

L'IRCHA, Institut de recherches de chimie appliquée, étudie les explosifs et les gaz toxiques pour la DRME.

En fait, tous les instituts et centres de recherches de quelque importance sont exploités et plus ou moins financés par l'armée : depuis le Centre national pour l'exploitation des océans (CNE-XO), jusqu'à l'Institut national de la

ces mineurs. De 1975 à 1982, les budgets annuels de la « Section commune » sont les suivants (voir « Le Monde » du 24 sept 75 et le J.O. du 20 juin 76, p. 3707) : en milliards de F. : 12,1 ; 13,5 ; 12,7 ; 13,1 ; 14,8 ; 18,5 et 20,6.

Le budget de l'armement nucléaire est en gros celui attribué au Département des applications militaires du CEA, soit environ 2 à 2,5 milliards par an. Le budget des services de santé et des services divers n'atteint pas le milliard. Le reste, soit donc une dizaine de milliards, va à la DMA, dont plus de la moitié des activités est consacré à la recherche militaire. Une telle manne ne pouvait évidemment laisser indifférents les scientifiques chercheurs de contrats militaires. D'autant plus que la compétition est sévère, aussi bien entre eux qu'entre eux et les boîtes privées comme Thomson-CSE, Dassault, Matra et autres.

la mystification Pugwash

QUI connaît le Mouvement Pugwash ? Certainement pas le Français moyen, ni même le scientifique français moyen. Le Mouvement Pugwash a été créé dans les années 50 à Pugwash, un village canadien, par des scientifiques de différentes nationalités - essentiellement américains et russes, inquiets des conséquences éventuelles d'une guerre nucléaire. Leur ambition était et est toujours, d'influencer leurs gouvernements respectifs pour réduire la course aux armements et les stocks d'armes nucléaires ou autres.

Invité à leur réunion du mardi 8 février, ma fibre pacifiste et antimilitariste ne fit qu'un tour. J'allais enfin voir le fin du fin de l'opposition officieuse à sa majesté la Force de Frappe française. Dire que je fus déçu serait exagéré. Compte tenu des dépenses militaires françaises, il est bien évident que leur influence ne devait pas être énorme. On m'avait assuré cependant que ces gens-là travaillaient efficacement dans le silence feutré des chancelleries et des ministères où ils avaient leurs entrées. Toutefois, comme c'était déjà la tactique de feu Pie XII pendant la dernière guerre mondiale en faveur des hôtes des camps de concentration, avec le succès que l'on sait, je me méfiais.

Cependant, y trouver Francis Perrin installé depuis 10 ans comme président de Pugwash-France était plutôt surprenant. Voici un nouveau Jekyll-Hyde qui a pu être simultanément président d'un mouvement anti-armes nucléaires et chef du comité des applications militaires de l'énergie atomique, donc chargé de la mise au point des charges nucléaires des bombes françaises. Il y avait également l'inévitable Leprince-Ringuet, ancien professeur à l'École d'application militaire de l'énergie atomique, école on ne peut plus pacifiste comme chacun le sait. M. A. Gauvenet (de l'Etat-Major de Giraud, directeur du CEA), spécialiste de la sûreté(?), nous fit savoir : « à la sortie des centres, on peut maintenant détecter la sortie frauduleuse de 1 gramme de plutonium. »

Un autre inconnu dont je tairai le nom par pitié qui eut dans les années 50, la géniale intuition de mesurer pour sa thèse la fission par neutrons de l'Uranium 235 et du Plutonium 239, juste ce que les militaires français attendaient pour calculer leurs bombes. Quel est le psychiatre qui nous expliquera les mystères de l'âme des pyromanes qui se font pompiers ? Si ce sont des vieux honteux de leurs activités de jeunesse qui entrent à Pugwash pour essayer de se laver de leurs fautes avant d'arriver devant les portes de l'enfer, je propose de changer leur signe en Pig-wash, c'est plus indiqué.

La séance débuta par un long discours de J. Klein qui écrit régulièrement dans la revue pacifiste bien connue « Défense Nationale ». Répéter l'histoire des avortons de traités de désarmement des 25 dernières années devant un auditoire dont la moyenne

d'âge tournait autour de 60 ans et dont on aurait pu croire qu'ils étaient déjà informés, ressemblait tellement à un canular que personne ne réagit.

La discussion s'engagea sur une autre voie. Tout d'abord l'arme nucléaire est un facteur de paix. Tout le monde approuva, chacun y allant de son exemple. Les pays en guerre possesseurs de bombes nucléaires ne s'en sont encore jamais servi : USA, Israël, Inde. C'était mal parti. Cependant, certains exprimèrent leurs craintes de voir certains pays accéder à l'arme A. Il fallait à tout prix retarder ce processus de sorte que leur prise de conscience politique - leur sens des responsabilités - vienne avant la bombe. Comme la France, quoi.

L'inconnu cité précédemment qui avait étudié la fission pour les bombes, prit alors la parole pour dire que la prolifération nucléaire était un danger (que ne s'en était-il pas rendu compte 25 ans plus tôt !). Aussi surprenant que cela puisse paraître, compte tenu de ce qui avait été dit précédemment sur « l'arme nucléaire facteur de paix », tout le monde l'approuva encore.

Comme quoi la suite dans les idées n'est pas assurée après un certain âge. Un fou qui, apparemment, s'était égaré dans cette illustre assemblée, posa quelques questions oiseuses :

- Pourquoi Pugwash-France ne faisait-il pas connaître les résultats positifs ou négatifs de ses interventions auprès du gouvernement français pour réduire l'armement atomique ?

- Compte tenu de ce que chacun tenait pour évident le chaos et la panique qui suivraient une attaque nucléaire contre la France, avaient-ils (les membres de Pugwash) réfléchi sur des méthodes de défense non-violentes susceptibles d'offrir au peuple français une alternative au suicide nucléaire.

Tous ces messieurs, F. Perrin en tête, sentirent alors brutalement le sommeil les gagner et ils levèrent la séance. Seul un secrétaire éleva la voix dans la confusion du départ précipité pour dire que le rôle de Pugwash-France n'était pas d'informer le public des dangers d'une guerre nucléaire, ni même d'informer les scientifiques français puisque de toute façon, il n'y avait pas d'argent dans la caisse du mouvement.

Tout de même, il y en a un peu. Pugwash-France reçoit, paraît-il, des subventions de certains ministères, mais elles servent à payer les déplacements du Comité directeur aux conférences internationales Pugwash, etc. Il faut ce qu'il faut pour le prestige de la France.

A vue de nez, le salaire de ces messieurs oscille entre 20 et 50 mille francs par mois (2 à 5 millions anciens). La cotisation à Pugwash-France est de 10 F par an. C'est tout ce qu'ils peuvent faire pour la paix. Ils n'ont apparemment jamais entendu parler de Louis Lecoin.

En réalité, je m'étonne que Bourges, le ministre de la guerre, ne les subventionne pas.

Y. le H.



santé et de la recherche médicale (INSERM), en passant par le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) où, noblesse oblige, J.-E. Dubois, directeur de la DRME, siège au conseil d'administration. Sans oublier les innombrables conférences, colloques et autres écoles d'hiver ou d'été patronnés par les militaires, telle cette école de Cargèse (Corse), où Maurice Lévy organise cet été du 4 au 23 août une « étude de la structure hadronique » avec des fonds de l'OTAN. Mais les étudiants devront y pourvoir à leurs dépenses !

le budget

Le budget de la recherche militaire est aussi insondable que la finalité de cette même recherche, ceci pour faire échec aux ennemis de la France, qu'ils viennent de l'extérieur ou de l'intérieur. Voici, par exemple, ce qu'en pense le spécialiste militaire W. Kohl dans « French Nuclear Diplomacy » (Princeton U. Press, 1971, p. 197-8).

« Il est bien connu que le gouvernement français cache certaines allocations relatives au programme nucléaire dans les budgets des autres ministères. En 1967, le gouvernement annonçait que la force de frappe lui coûtait 25 % du budget militaire, alors que Joël Le Theule, Président de la commission de la défense nationale à l'Assemblée, disait qu'il fallait compter en réalité plus près de 35 % »

Si l'on n'est pas à quelques milliards de francs près, on peut avoir une idée de la dépense de la recherche militaire en examinant les crédits affectés à la « Section commune » de l'armée. La « Section commune » aux armées comprend : l'Armement nucléaire, les Services de santé, la Délégation ministérielle pour l'armement, et divers servi-

les hommes

Quelles que soient les motivations et les craintes puériles des scientifiques universitaires travaillant pour l'armée, il semble injuste de ne pas révéler à l'admiration du public les noms de ces savants souvent obscurs œuvrant inlassablement à la défense de leur patrie. Bien que nous nous soyons limités aux plus prestigieux des chercheurs, c'est à dire aux professeurs d'université, la tâche n'a pas été facilitée par M. J.-E. Dubois, qui s'est refusé obstinément à communiquer la liste des noms. Toutefois, nous sommes heureux pour ceux dont les noms suivent (voir page suivante) qui n'auront pas sacrifié leur vie en vain. Encore qu'il nous soit pénible d'admettre ici que nous n'avons pu découvrir en gros que le quart ou le tiers de ces savants trop modestes. Que ceux dont les noms sont restés dans l'ombre veuillent bien nous pardonner et nous envoyer (... discrètement) leur nom et états de services pour la prochaine édition.

Y. Le Hénaff



les confessions d'un ancien drogué



UNE INTERVIEW EXCLUSIVE du droguiste du coin

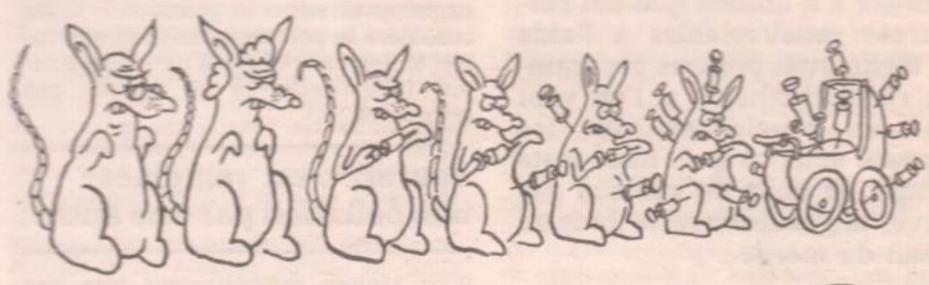
Il s'ont encore dévalisé mon stock de cannabis!



A-CHICHE (Alexandre) - 1970-1991 - Il a donné son nom à la forme primitive du pois.

Il est encore temps de signer l'appel du 16 joint!

DANS LES FAMILLES: L'ESCALADE!



PLANTE INCONNUE MAIS AUX VERTUS DIABOLIQUES

les éléphants sont roses

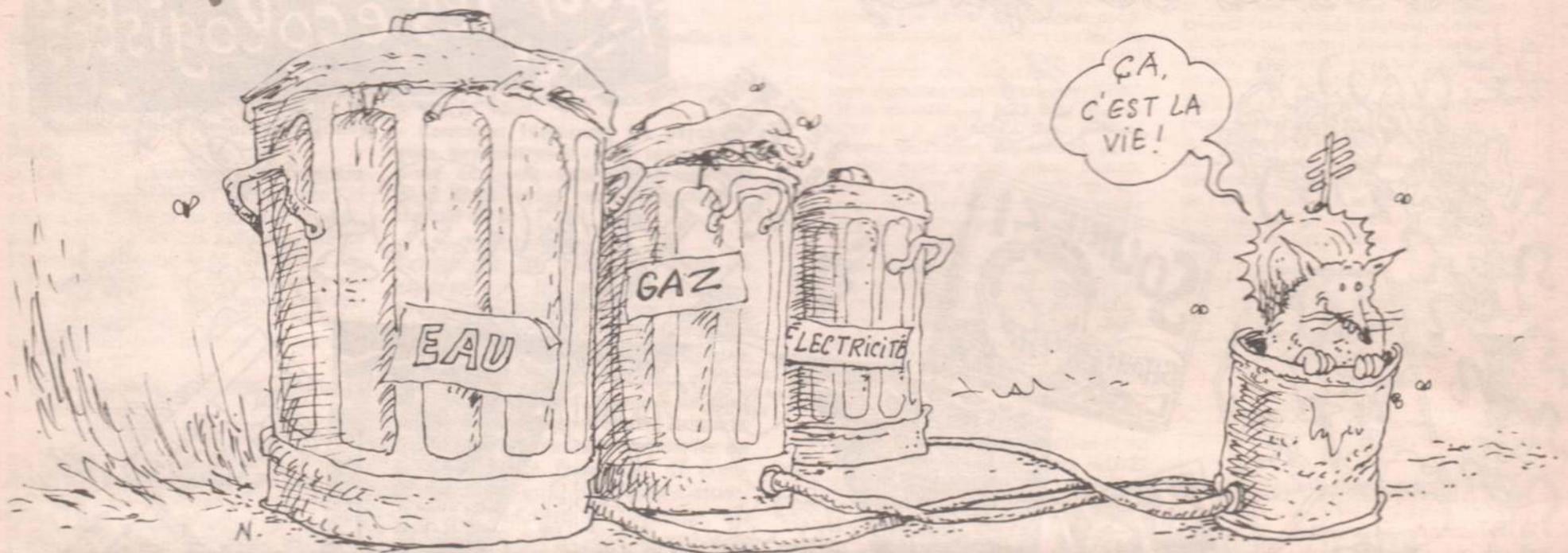
et les lutins sont rouges

PAGE À COLORIER
Crayons de couleur conseillés



ENQUÊTE RÉALISÉE PAR Ph. BERTRAND - PETIT ROULET, ANNE VERGÈNE - GUEST STAR: BUSTER GUITTON.

DECHETS: DÉPOLLUTION OU RECYCLAGE ?



C'est une affaire exclusivement politique, dit la gauche. Voire. Les lois physiques qui nous gouvernent sont bel et bien là et il y a toujours un seuil de pollution qu'il ne faut pas dépasser. Réapprendre à n'utiliser que des ressources renouvelables à l'aide de techniques propres, programme révolutionnaire si l'on veut bien en considérer tous les aspects, voilà ce qu'il nous reste à faire, si nous ne voulons pas crever la gueule ouverte dans un océan de merde.

UN polluant c'est un atome qui n'est pas à sa place. La pollution c'est le désordre inhabituel d'atomes et de particules élémentaires. La première pollution est sans hésitation radioactive. Si la masse des produits radioactifs est faible par rapport aux autres polluants, ils l'emportent largement du point de vue toxicité et longévité.

Loin derrière donc, les pollutions chimiques industrielles et plus bas, au ras des paquerettes, la sympathique pollution bio-dégradable.

L'accusé nucléaire n'a aucune circonstance atténuante. Un moratoire ? Pour quoi faire ? Pour voir si l'on peut faire de l'eau de rose avec des déchets radioactifs peut-être ? A supprimer.

Le deuxième accusé, lui, a bien failli s'en tirer grâce aux stations d'épuration. Elles font de moins en moins illu-

sion, car une usine, qu'elle soit de production ou d'épuration, a des rendements limités.

Au début, scientifiques et industriels étaient contents « puisqu'il existe des stations d'épuration qui rejettent une eau traitée de qualité équivalente à celle des eaux naturelles, il suffit d'en construire suffisamment, de bien les exploiter et adieu la pollution ». Si on considère la pollution dans son ensemble, et non pas réduite à une seule activité industrielle, ça ne marche pas comme ça.

épurer, c'est remplacer une pollution par une autre

Pour traiter complètement une eau polluée, le plus simple semble être de la distiller, d'incinérer les boues de distillation et enfin d'épandre les cendres sur les lieux de provenance des minéraux qui la composent. Retour à l'envoyeur.

En fait, cette eau distillée ne sera pas forcément pure, elle contiendra toujours des effluents indésirables. Et puis si on se met à distiller à tour de bras, l'abondance de calories nous submergera, d'une part, l'emploi d'un combustible entraînera une pollution secondaire, d'autre part.

Espérer que la dépollution d'un effluent peut être obtenue en dépassant les rendements limites, qui sont assez faibles, tient du délire. On comprend facilement l'existence de rendements limites dans un cas plus concret : un moulin à eau produit de l'énergie en la soutirant à une rivière dont il ralentit la vitesse d'écoulement.

Si l'on veut un rendement maximum, il faudrait que l'eau après le moulin n'ait plus d'énergie, c'est-à-dire qu'elle soit immobile. C'est impossible puisque le système serait alors figé. Il est nécessaire qu'il y ait écoulement de l'eau, donc il y a perte d'énergie pour le moulin. On voit bien au cours d'une fabrication industrielle, ce qui nous sépare du rendement maximal se traduit par l'apparition à un moment ou à un autre d'une pollution.

Dépolluer, consistera à remplacer un corps indésirable par un autre qu'on juge inoffensif pour l'instant.

Prenons le cas d'une usine de lavage de matériaux de construction qui rejette des eaux usées chargées uniquement de très fines particules de terre en suspension.

Il suffit, pour en faire une eau limpide, de coaguler les matières en suspension par du sulfate d'alumine par exemple plus de la soude ou de la chaux. Lequel sulfate d'alumine se fabrique à partir de bauxite et d'acide sulfurique. L'acide sulfurique se prépare à partir de soufre extrait du pétrole. Toutes ces fabrications intermédiaires sont polluantes.

Bilan du traitement : on a remplacé les particules terreuses en suspension par un sel (sulfate de sodium ou sulfate de calcium) produit par la réaction de floculation. Ce schéma est quasi général. L'épuration des effluents biodégradables est opérée par des bactéries qui vivent des matières organiques polluantes moyennant un apport d'air qu'elles respirent. Comme nous mêmes, ces bactéries expirent du gaz carbonique vers l'atmosphère et laissent dans l'eau traitée, c'est-à-dire,

pour le moment, débarrassée de matières organiques, les cendres.

Ces cendres sont des sels minéraux solubles : phosphates, nitrates, etc.

déplacement de pollution : les stations d'épuration biologique

Le gaz carbonique expiré n'est pas un polluant car il aurait existé naturellement. Mais l'air nécessaire aux bactéries a été apporté par des aérateurs. Gros consommateurs d'énergie, donc de fuel, le plus souvent. Ce fuel contient du soufre, qui une fois brûlé, donne du gaz sulfureux émis dans l'atmosphère. Et voilà quelques bronchites en plus parce que, quelque part, un effluent a été épuré !

On peut désulfurer. De deux façons : soit au niveau du fuel, soit au niveau des gaz de fumée après combustion du fuel. La première solution évite une trop grande pollution de l'air par les foyers domestiques. Mais il vaut mieux perfectionner la seconde car il est probable que le charbon prendra la relève du pétrole et qu'on ne peut pas désulfurer un morceau de charbon.

Actuellement la désulfuration des gaz de fumée est exceptionnelle. Elle se fait par dissolution des gaz dans l'eau (nouveau transfert). Le traitement de la liqueur obtenue est possible à l'aide d'ammoniac, d'énergie et surtout de chaux.

Les résidus, ou tiers-produits, sont des sels solides qui une fois stabilisés à l'air, sont constitués de sulfate de calcium. Le sulfate de calcium est du plâtre, donc non toxique. Comme il est

très soluble dans l'eau de pluie, il finira tôt ou tard par rejoindre rivières et nappes phréatiques. Nouvelle salinité. La chaux a été préparée à partir de craie et d'un combustible, coke ou mazout. On pourrait remonter la filière de la cokerie comme celle de l'ammoniac mais ça serait fastidieux. Bien sûr, on peut récupérer jusqu'à 90 % du soufre des gaz de fumées en utilisant des solvants, des catalyseurs, mais de toutes façons on ne fait que déplacer le problème.

où l'on voit que tirer la chasse d'eau est un geste politique

Revenons à notre eau traitée en station d'épuration et dont les phosphates s'échappent dans la rivière. Il provient des produits de lessive, des aliments, en fait des gisements de phosphates naturels, non renouvelables. Le phosphore extrait des gisements se retrouve tôt ou tard en mer via les rivières.

Comment le reprendre à cette mer ? Par le poisson, tout simplement. Encore faut-il que du poisson, il y en ait encore assez et qu'il ne soit pas trop pollué.

Tiens, un autre aspect des phosphates. Une fois dans la rivière, ils favorisent la croissance des algues. Mais ces algues piquent à l'air ambiant le carbone qui leur est indispensable. Et voilà comment on retrouve le carbone qu'on croyait avoir éliminé de l'eau polluée à travers la station d'épuration. Chassez le polluant, il revient au galop par l'escalier de service.

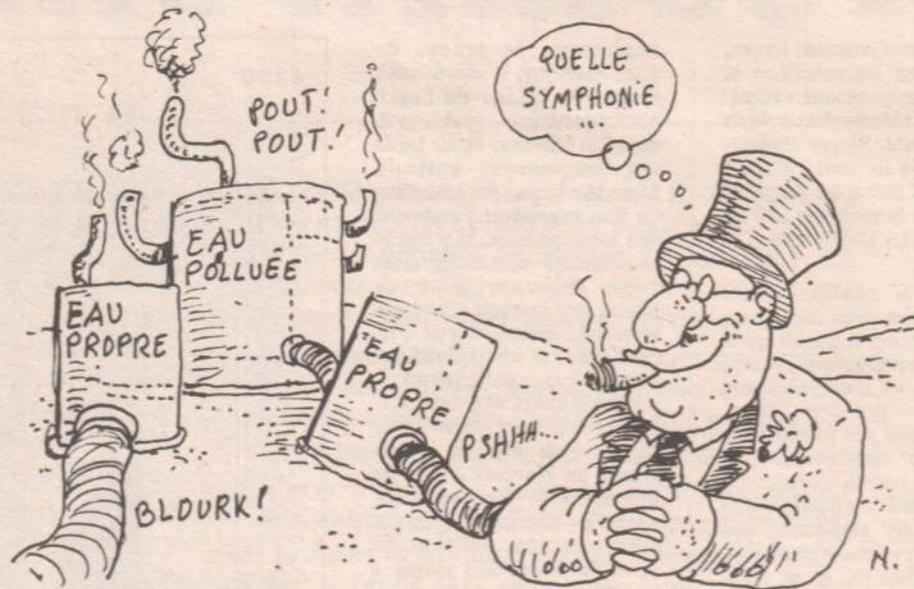


Il resterait toujours des gangues irréductibles. Ce serait là le bilan de pollution de notre activité industrielle.

Leur biodégradation étant impossible ou alors tellement longue à obtenir si on considère la durée de vie humaine qu'on sera obligé de stocker ces intraitables irréductibles en des points noirs du globe. Espérons qu'ils échappent aux perturbations telluriques ou météorologiques.

Ce stock ne peut que s'accroître au fil des ans et il faudra y ajouter notre beau produit fabriqué qui a fini par s'user et qu'il faut jeter lui aussi.

Regrouper les polluants au même endroit est peut-être la meilleure façon d'assurer le maximum d'auto-



neutralisation mais cela suppose encore une pollution due au transport.

Un exemple de recombinaison des effluents : le chlorure de calcium utilisé dans certaines stations de traitement d'eaux résiduaires est un sous-produit de la fabrication de la soude. Traiter des effluents avec du chlorure de calcium revient à les mélanger à ceux de la fabrication de la soude.

La pollution est une fonction croissante même si la population et son niveau matériel restent constants.

Comme la chaleur est la forme dégradée de toute énergie, la salinité soluble est la forme ultime de presque toute dépollution. Il est aussi vain de vouloir contenir des sels solubles que des calories. Une fois extraits de l'eau, la pluie se chargera à un moment ou à un autre de ramener les sels en rivière ou dans une nappe. Aux industriels qui croient encore au recyclage intégral des eaux, il suffirait d'offrir un étang pour assurer les besoins en eau de leur usine. A chaque recyclage, la salinité de l'eau augmente et les tuyaux se rongeraient si rapidement qu'ils comprendraient vite leur erreur.

où la dépollution peut nous conduire

En examinant de près le schéma de la dépollution et en essayant de ne pas se perdre dans le dédale des traitements, que voit-on ? Est-ce que les dépollutions ne font que conduire à de nouvelles pollutions qui s'amplifient par effet boule de neige ou bien au contraire, est-ce que ces nouvelles pollutions vont en s'amenuisant jusqu'à atteindre une limite acceptable de nuisances pour notre santé ?

Partons d'un produit naturel auquel nous apportons de l'énergie pour le transformer. A la suite d'une cascade d'opérations, nous obtenons deux choses : un produit valorisé dont la valeur nous séduit, une gangue qui représente ce qui n'a pas été utilisé, plus les résidus de la production de l'énergie consommée.

La création du produit a donc entraîné une pollution. Si on veut retrouver l'état initial du produit, théoriquement

on additionne le produit fabriqué et la gangue et on doit retrouver le produit d'origine. Ça arrive mais toujours au prix d'une nouvelle pollution due à la transformation. Exemple de l'emballage en plastique. On pollue en le fabriquant, on pollue en le détruisant. Alors il ne faut plus en fabriquer ? Il faudrait au moins ne pas l'utiliser à tort et à travers en se souvenant que chaque fois que nous emballons quelque chose dans du plastique c'est comme si nous cachions la poussière sous le tapis.

Et si on rassemble toutes ces gangues indésirables en les faisant se combiner entre elles, qu'est-ce que cela donnerait ?

Elles s'auto-neutraliseraient entre elles, pour la plupart, et les produits inoffensifs, s'il s'en trouve, retourneraient au milieu naturel. La masse du mélange pourrait même donner un minerai pas totalement inintéressant.

concrètement, dans l'immédiat, que faire ?

Trouver des techniques « propres » pour les usines qui fabriquent des objets de nécessité, réduire la consommation des autres objets pour freiner les pollutions des autres usines, en gros, définir un niveau de consommation basé sur l'utilisation des ressources renouvelables. Tout un programme politique.

Il faudrait bien sûr éviter de nouvelles zones industrielles avec au nord une usine qui rejette des effluents acides et au sud, une autre qui rejette des effluents alcalins, chacune ayant sa propre installation de neutralisation.

On se heurte ici à la propriété privée et à la libre entreprise. On comprend dès lors qu'une économie libérale qui ne peut qu'épurer qu'au coup par coup soit plus polluante qu'une économie plus dirigée, envers qui les critiques sont d'un autre ordre. Etat de santé de l'environnement et licence évoluent en sens inverse. On économiserait bien du papier et des forêts en ne laissant paraître qu'un seul journal, mais autant dire tout de suite qu'il est encore de trop !

Document : Raymond Lewandowski
Rédaction : Danielle.

SACLAY : ALERTE AUX RAYONS X

Le Service médical de Saclay, sur demande des syndicats, a fait procéder par le Service central de protection des radiations, à la mesure des irradiations par rayons X reçues lors d'un examen radio des poumons. Les résultats sont inquiétants : un homme de 70 kg reçoit en une seule radiographie 600 Mrad, soit environ 600 Mrem. Avec une radiographie (cliché standard du poumon apparaissant en vraie grandeur), il ne recevrait que 25 Mrad. La dose maximale en France est de 500 Mrem pour l'ensemble de la population.

Les radiophotographies sont imposées systématiquement pour une raison toute bête : le fichier du service médical est trop petit pour contenir les radios grandeurs nature des quelque 8 000 personnes suivies par la médecine du travail du centre...

Le Groupe Information Travail de Saclay apporte les précisions suivantes :

A Saclay, « de par leur travail, les gens sont susceptibles d'être irradiés ou contaminés, il importe donc de réduire au maximum les irradiations d'origine médicale. Lorsque nous avons cherché à nous renseigner, nous avons obtenu deux réponses :

- le médecin du travail indiquait le rapport 3 à 5 entre radiographie et radiophoto,

- les ingénieurs de la firme Siemens ont répondu que leur appareil était homologué par le Service central de protection contre les rayonnements ionisants et qu'ils n'auraient pas à se préoccuper des doses prises par les patients.

C'est pourquoi la question a alors été posée officiellement par les délégués du personnel au Comité hygiène et sécurité et les mesures ont été effectuées par le SPR de Saclay (...)

Le médecin du travail a affirmé à une réunion du Comité hygiène et sécurité que l'appareil de Saclay travaillait dans les conditions optimales. Ce qui veut dire que les appareils utilisés pour le dépistage systématique de la population peuvent délivrer des doses bien plus élevées s'ils sont un peu déréglés, ou, comme c'est arrivé au centre CEA de Fontenay aux Roses, lorsque le système automatique de coupure du faisceau n'a pas fonctionné...

Nous ne voulons pas aborder ici le problème de l'opportunité des examens radiologiques systématiques, mais nous pensons qu'il est nécessaire d'attirer l'attention du public sur les dangers des rayons X afin qu'il exige dans tous les cas des radiographies. (N'oubliez pas que les enfants subissent aussi leur « overdose » chaque année).

Sur ces chiffres bruts il est vraisemblable que des arguties s'élèveront entre les experts pour minimiser leur importance vis-à-vis de la santé de la population. Il n'en restera pas moins vrai qu'entre une radiophoto et une radiographie il y a environ un rapport 30 entre les irradiations reçues. Nous nous étonnons que ces mesures n'aient pas été faites plus tôt et nous nous demandons si elles ont été faites ailleurs. Sur quelles bases les institutions médicales s'appuient-elles pour donner le rapport 3,5 entre radiographie et radiophoto ? Le Service central de protection contre les rayonnements ionisants a-t-il fait lui-même ces mesures ? Comment ? Sur quels critères donne-t-il les homologations des appareils ? Comme il est la clef de voûte de la sécurité nucléaire en France, il y a lieu de s'inquiéter de ses méthodes de travail et des résultats toujours rassurants qu'il publie. »

Désobéissance civile : un homme et un procès

Il y avait hélas peu de monde l'autre jour au cinéma « La Pagode » pour voir le court métrage américain « Lovejoy's nuclear war » qu'avait apporté la militante antinucléaire Anna Gyorgy, de passage à Paris. Sam Lovejoy, un agriculteur biologique (un « organic farmer », comme on dit là-bas), est l'homme qui a détruit le pylône météo installé sur le site prévu pour la centrale de Montague dans le Massachussets. Anna Gyorgy est une animatrice du mouvement « Clamshell Alliance » qui lutte sur le terrain en Nouvelle Angleterre contre les implantations de centrales nucléaires. Chose nouvelle aux USA, il cherche à mobiliser la population pour des manifs et des occupations de terrain ; jusqu'ici, en effet, les mouvements antinucléaires américains (Friends of the Earth, Sierra Club, Critical Mass de Ralph Nader, le NRDC, les Concerned Scientists, etc.) avaient surtout agi par des interventions dans les processus juridiques et administratifs, par l'établissement de contre-rapports scientifiques et techniques, par la diffusion de l'infor-

mation (conférences, livres, actions sur les média...) et par des propositions soumises à des référendums dans divers Etats. Pierre Radanne a parlé de tout cela, de Sam et d'Anna en particulier, dans le numéro 136 de la G.O. (15/12/76, pp. 11-12).

« Lovejoy's nuclear war » est un film très beau, en anglais, mais il paraît qu'il y a une version québécoise qu'on est en train de chercher à se procurer. On y voit le cadre des paysans de Nouvelle Angleterre, le désespoir et la fureur de Sam quand il apprend que l'électricien régional veut construire une centrale près de chez lui, et sa difficulté à faire partager son opposition par ses concitoyens. Pour les remuer il lui vient l'idée d'accomplir un geste symbolique : une nuit, dans la neige, sans en avoir rien dit à personne, muni d'un gros levier et de quelques autres outils, il brise les attaches du pylône météo, qui s'effondre au bout de 45 minutes. Puis il va se constituer prisonnier à la police locale.

Ayant assisté le 29 novembre dernier au procès (tenu à Bordeaux) des manifestants de Braud et St Louis (cf. G.O. n° 135, 8/12/76, p. 16), j'ai été très frappé par sa différence avec celui de Sam Lovejoy. A Bordeaux, le président de la chambre correctionnelle a cherché à « nous expédier » au plus vite : ça n'a guère duré plus de trois heures. Devant le tribunal d'une petite ville de Nouvelle

Angleterre, le procès de Sam Lovejoy a duré cinq jours ! (se méfier de l'anti-américanisme systématique). Le tribunal et les jurés ont longuement entendu Sam, ses amis, ses témoins. Le film reproduit l'essentiel des témoignages. Il y eut le témoignage scientifique de John Gofman, avec sa bonne tête barbue et sa voix bourrue, insistant sur l'irréalisme d'un (pourtant nécessaire) confinement à « quatre vingt dix neuf virgule neuf, neuf, neuf pour cent ». Puis vint le témoignage de Howard Zinn, un historien de Harvard, qui montra comment, de la « Boston tea party » au refus des Noirs de s'asseoir à l'arrière des bus, la désobéissance à des lois injustes avait fait progresser le sort des citoyens : un très beau plaidoyer pour la désobéissance civile. Enfin les témoignages de deux amis de Sam, une vieille bibliothécaire et un gros policier (mais oui !) : a priori, ils n'aiment pas la violence ni la destruction de la propriété, mais ils comprennent et approuvent le geste de Sam, qui défend sa terre, sa santé, celle de ses voisins et de ses enfants.

Finalement, après cinq jours de procès, le jury a acquitté Sam sur un « point technique » (découvert par Sam lui-même) : les lois invoquées par l'acte d'accusation ne s'appliquaient pas à son cas, il aurait fallu en invoquer d'autres. En fait, on sent bien que ce n'était là qu'un prétexte et que le jury, convaincu par les longs débats, était heureux de trouver un moyen de n'être pas méchant pour Sam Lovejoy.

Depuis le procès, la Clamshell Alliance s'est nettement renforcée ; pas cependant au point de réunir plus de 2 000 personnes sur le site de la centrale de Seabrook. Si certains étaient tentés d'imiter l'acte de Sam Lovejoy, il faudrait donc qu'ils y réfléchissent sérieusement, ce qui est probablement difficile sans avoir vu le film. L'acte de Sam Lovejoy a eu des conséquences plutôt bonnes pour le mouvement antinucléaire aux USA, mais c'est dû à une exécution impeccable, à l'existence d'amis capables d'effectuer un travail d'organisation et de sensibilisation de premier ordre, et à la possibilité d'être jugé dans de bonnes conditions. Si ces circonstances n'avaient pas été réunies, les effets risquaient d'être désastreux.

expo



QUINZE POSTERS POUR AMNESTY INTERNATIONAL

La Galerie d'actualité du Centre de création industrielle (CCI) présente du 2 mars au 3 avril à Beaubourg une exposition de quinze posters pour Amnesty international. Ils ont été réalisés par des artistes connus dont Alexandre Calder, Juan Miro et Roland Topor.

Amnesty international a été victime de la censure dimanche 13 février au cours de l'émission de TF 1 « Le jour du seigneur ». Une séquence de six minutes a été coupée, au cours de laquelle Mme Weill, vice-présidente de la section française d'Amnesty, citait des cas précis de torture en Guinée, au Maroc et au Bénin.

Amnesty souligne dans un communiqué : ceci nous conforte dans notre conviction « que l'on ne croise véritablement le fer contre l'oppression qu'au moment où l'on exige la mise en application effective des principes dans tel cas, à propos de tel homme injustement détenu ou torturé dans telle prison. L'originalité et la force de notre organisation tient à ce que, loin de s'ériger en professeur de morale, elle se borne, sans aucun préalable idéologique..., à dénoncer avec l'obstination la plus patiente et la plus tenace les cas concrets de torture et de violation des droits de l'homme, où qu'ils surviennent... Il ne s'agit pas seulement de nous. Tout attentat contre la liberté dans un pays de liberté ne nuit pas seulement à ses ressortissants. Il aggrave encore l'oppression qui règne ailleurs, lorsqu'il l'aide à la couvrir d'un silence complice. »

Amnesty International, 20, rue de la Michodière, 75002 Paris. Tél : 742.38.76.



PROFESSION DE FOI

Nous croyons à la liberté, l'égalité, la fraternité, la tendresse, la caresse, le très bon chou, le caillou, le hibou, le genou, le bisou, le pou, le cachou.

Quand vous voudrez.

Tous les moyens démocratiques sont mis en œuvre pour appliquer ce programme.

A nous de choisir.

Laurent Samuel

Pierre Samuel

CAROTTOPHILES JE VOUS AIME

Au marché, les courgettes me faisaient de l'œil. Et l'œil de la courgette le matin au fond de son petit cageot, c'est quelque chose, je vous jure. Je me renseigne sur les tarifs. Eh bien, ça allait. La courgette est, tout compte fait, relativement démocratique. Et un kilo dans mon cabas, un ! Là-dessus, c'est le premier qui se met à me draguer. Le hasard, ça n'existe pas. J'ai tiré de cette coïncidence la conclusion qui s'imposait : nous mangerions ce jour-là du gratin de courgettes. Un beau bout d'emmental, des oignons, de la muscade, de l'ail, sel-poivre : ça fait pas trop cher, et c'est rien bon. Et comme toujours, une astuce pour pas foirer. Les courgettes, c'est de l'eau avec un peu de vitamines. C'est surtout de l'eau. Il est donc très futé de les faire cracher un peu avant de les cuisiner. Pour ce, procéder comme si c'était des concombres : on coupe les courgettes en tranches assez épaisses, que l'on arrose de gros sel. Deux heures de dessalage, on les essuie doucement avec un torchon propre, et on peut commencer.

Dans une large casserole, on fait fondre moitié beurre, moitié huile d'olive. Quand ça grésille, on ajoute les courgettes, qu'on retourne délicatement à l'aide d'une cuillère en bois. On les met de côté, et on recommence l'opération avec les oignons coupés menu. Cinq minutes pour les courgettes, un peu plus pour les oignons, qui doivent être bronzés comme s'ils revenaient de Rio. Sur le tout, on râpe un chouïa de muscade, et on poivre. Dans un grand plat qui va au four, on étale le mélange, avec tendresse et eau à la bouche. On saupoudre de fromage râpé (généreusement). Cinq minutes à four ultra-cramant, servir brûlant et déguster.



Une purée de carottes, ça vous dirait ? Merveilleuse racine qui fait les yeux bleus, les cuisses roses, et qui rend aimable ! Mon truc, ce coup-là, c'est de ne pas cuire les carottes dans de l'eau, parce que si vous avez remarqué, l'eau devient orange et les carottes pâles. Je ne sais pas bien ce qu'on y perd, mais rien que la couleur, c'est déjà trop. Pour éviter ça : les papillottes.

Chaque carotte, préalablement grattée, prend place dans un carré de papier alu. Le papier alu est très écologique, car absolument recyclable.

Vingt bonnes minutes de four chaud, il faut planter une aiguille pour savoir si c'est cuit. Puis on travaille les carottes avec de la crème, en écrasant bien et en touillant nerveux. Un demi-verre de lait aidera bien le travail. Pas trop de sel, gardons aux choses le goût qu'elles ont. Un excellent dessert, pour finir de se caler : les pommes laborieuses. Le nom, c'est à cause du boulot que ça donne. Mais c'est si bon... Alors on creuse les pommes, au couteau à peler les pommes de terre, on garde la pulpe qu'on pile au mortier avec trois coups de râpe de cannelle. On fait du caramel au lait, c'est du caramel normal avec en plus du lait. On mélange bien avec la pomme écrasée, on met tout ça dans les carcasses de pommes, et au four vite fait. Dix minutes de four moyen suffisent.

Je vous embrasse bien fort, les mangeurs de légumes. Next week, same topo. Baille baille.

Anne Vergne



spectacles

AUTOREDUCTIONS A LA VIEILLE GRILLE

La Vieille grille (1, rue du Puits de l'Ermite, 75005 Paris, métro Monge, tél : 707.60.93) offre un tarif ultra-réduit - 10 F la place les mardis et dimanches soirs aux lecteurs de la G.O. Les vrais, ceux qui ont sous le bras le numéro de la semaine.

Programme jusqu'au 8 mars :
- Salle 1 : à 20 h 30, jazz avec Michel Ripoché et André Demay.
A 22 h 30, Michel Lagueyrie dans « La Baleine ventriloque ».
- Salle 2 : à 20 h 30, Gérard

ATTENTION SCIENCE-FICTION

Les nanas n'encomrent pas encore les pissotières, mais il y en a de plus en plus qui se mettent à écrire de la SF. Et de la bonne, en plus ! On peut toucher la chose du doigt en lisant FEMMES AU FUTUR, (Marabout) une anthologie de nouvelles américano-franco-anglaises réunies par Marianne Lecomte, une femme comme son nom l'indique, et même pas mal du tout comme il ne l'indique pas, elle-même écrivaine de SF. M. Lecomte a essayé de définir une spécificité de la littérature de SF féminine (mais pas féministe, attention à la nuance !), et la réunion des textes choisis donnent une définition extrêmement ambiguë : car les nouvelles, loin de présenter une célébration de la femme libérée et inventive d'une nouvelle manière de vivre, donnent au contraire une image très misogynne du

"vécu" de la condition de la femme au futur : ici c'est une groopie qui se fait grossir monstrueusement pour satisfaire aux canons de beauté de son époque, là c'est une femme qui satisfait son besoin de maternité frustré par les dictats malthusiens en se faisant programmer des rêves d'enfantement, là c'est une psychiatre du temps du matriarcat qui aide à lobotomiser les déviants mâles... En somme, les femmes qui écrivent de la SF (sauf Françoise d'Eaubonne⁽¹⁾), ne se font pas d'illusion : ou bien elles auront le Pouvoir et redupliqueront la société masculine (bientôt des femmes-agents de police, en France...), ou bien elles resteront des objets, ou les objets de leurs vaines... Mais peut-être les textes choisis sont-ils réactionnaires ? Ou simplement pessimistes ? Ou simplement lucides ? A vous de choisir, les copains. Et plus encore, les copines...

(1) Voir "Je coiffais de l'amande", E. des Femmes



Maria S. Richards, Ungerer, A. Capp, ed.

Gauche et son groupe « Destarte cantabieron ».

A 21 h 30, Vincent Lemasne et Bertrand Porquet, « Guitares dérivés ».

A 22 h 30, Pierre Deghi chante la Corse d'aujourd'hui.

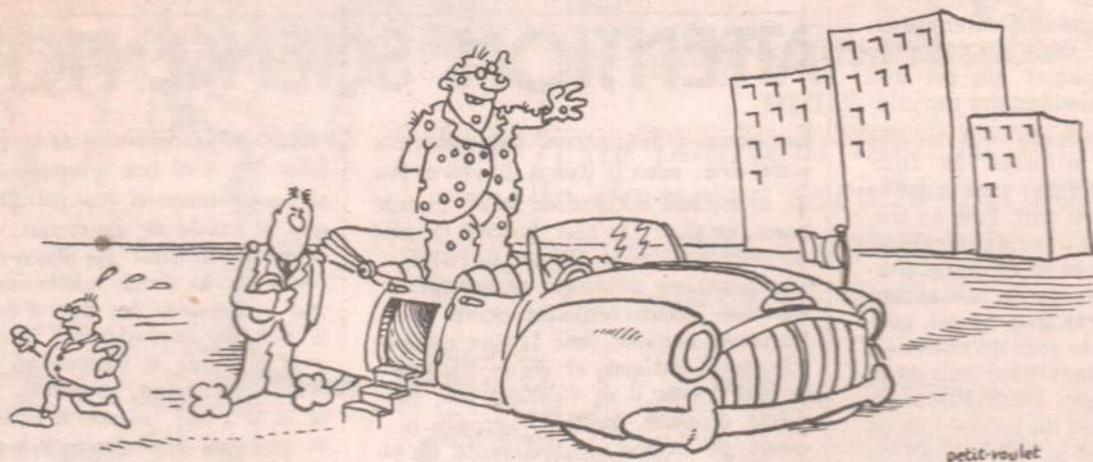
MASQUES ET CHOUX

PARIS. Mesdames Annick Blancheteau, Evelyne Dandry, et Josiane Lévêque présentent une pièce désopilante pour une soirée inoubliable, tous les soirs à 21 h 30, sauf le dimanche au « Blancs-Manteaux », 15, rue des Blancs-Manteaux, 75004 Paris. Ça s'appelle : « Au niveau du chou » !

BESANÇON. « Masques », association pour le développement de l'expression artistique populaire, propose des chansons et de la musique régionales tous les soirs de 18 h à 19 h 30, samedi et dimanche à 14 h, du mercredi 2 au dimanche 6 mars, au cinéma Montjoye. Tous renseignements sur le programme : « Masques », 7, rue Iris, Palente 25000 Besançon. Tél : 88.18.17.



SUR LE TERRAIN



lutte anti-nucléaire

CHALON SUR MARNE. Le secrétariat de coordination, structure à but pratique, se proposant de recueillir les informations de tous les groupes intéressés par le nucléaire, l'écologie, l'armée etc., vient de diffuser le bulletin de liaison n° 2. On peut se le procurer chez Gérard Bonnet, 20 bis, rue du 8 mai, 51 000 Châlons sur Marne. (Participation acceptée).

AVIGNON. Soirée non stop sur le nucléaire présentée par le Comité d'action écologique, la CFDT et le cinéma Utopia, le lundi 7 mars.

TRANSPORTS DE DECHETS RADIO-ACTIFS. Le groupe APRI-Eure dans une lettre ouverte au préfet de ce département, envoyée au début du mois de février, s'inquiétait du danger permanent que constitue le transport des déchets radioactifs vers le centre de retraitement de La Hague. Il demandait de connaître la nature des produits radioactifs empruntant les voies ferrées et routières, la fréquence des transports, les itinéraires empruntés, ce qu'il est prévu en cas d'accident, s'il existe des hôpitaux susceptibles de recevoir les personnes contaminées ?

Le directeur de la protection civile répond que les dangers sont inexistantes, affirmant que le transport de déchets radioactifs lui occasionne moins de soucis que ceux du fuel ou du gaz butane ou l'incendie d'une citerne de gasoil. Il déclare également que la création dans les hôpitaux de services spécialisés dans la décontamination seraient sans objet : les centres existant dans la région parisienne étant suffisamment nombreux pour accueillir d'éventuelles personnes irradiées. Il a fait remarquer, à cette occasion, que le taux de radioactivité des appareils de radiologie des hôpitaux est infiniment supérieur à celui des déchets.

APRI-Eure, Michel Perdrial, Ecole des Taisnières, 27 480 Lyons-la-Forêt.

PARIS. Le centre culturel de Censier organise, dans le cadre de la semaine d'animation, « les sentiers de Censier », une soirée information-débat sur les conséquences du plan de construction des centrales nucléaires. Au programme : le film : « Condamnés à réussir », la projection de diapositives, un débat avec la participation d'un comité de réflexion et d'information sur le nucléaire et de la CFDT du CEA. Cette soirée aura lieu le mardi 15 mars, à 20 h 30, au centre culturel de Censier, 3 à 5 rue Censier, 5^e étage, 75 005 Paris.

ALBERTVILLE-UGINE. Le Comité Malville annonce la venue du clown atomique Jean Kergrist, le vendredi 11 mars, à 20 h 30, salle du Val des roses, à Albertville.

PARIS 13^e. Dimanche 6 mars à 20 h 30, centre Dunois, 28, rue Dunois, Jean Kergrist, le clown atomique, et son Théâtre national portatif. Suivi d'un débat sur le nucléaire avec Paris-Ecologie 13^e.

CLOWN ATOMIQUE. Jean Kergrist, antinucléaire infatigable, sera à St Priest, dans le Rhône, salle Concorde, le vendredi 4 mars, à 20 h 30 ; à St Prix, pour le carnaval, le dimanche 6 mars, dans l'après-midi et la soirée, avec le comité Paris-écologie du 13^e le lundi 7 mars, à 20 h 30, 28 rue Dunois.

MANIFESTATIONS ANTI-NUCLEAIRES, A STRASBOURG ET A COLMAR, LE SAMEDI 5 MARS

Ces deux manifestations ont pour but d'exiger une véritable commission de contrôle indépendante d'EDF, la consultation des populations concernées ainsi que toutes les garanties élémentaires déjà exprimées, avant la divergence de Fessenheim et d'empêcher la construction d'autres centrales.

Rendez-vous à Colmar, à 15 h, devant la préfecture du Haut Rhin. Des groupes suisses, allemands et de nombreux groupes écologiques et antinucléaires participeront à ce rassemblement. Toutes les délégations et comités sont invités à venir avec leurs propres banderoles nominatives. Rendez-vous à Strasbourg, à 15 h, place de l'Etoile. Rendez-vous, à Strasbourg, à 15 h, place de l'étoile.

Sept personnes continuent leur grève de la faim à Roggenhouse, et cinq personnes ont commencé un jeûne lundi, à Colmar.

Réunion
- CLO/ PARIS -
Samedi 5 Mars
46, rue de Vaugirard.



anti-militarisme non-violence

DESOBEISSANCE CIVILE. « Combat non violent » vient de publier une brochure sur la désobéissance civile, appliquée à la lutte pour le Larzac. Vous apprendrez tout sur le refus-redistribution de l'impôt 3 % Larzac ; pourquoi, comment, la répression, et sur la campagne de renvoi de papiers militaires, avec la liste complète des coordinations régionales.

« Combat non violent », BP 26, 71800 La Clayette.

PROCES ET GROS SOUS. Depuis mars 1975, le comité Larzac-Bordeaux s'est chargé d'expédier au ministère de la guerre 79 livrets militaires, en soutien aux paysans du Larzac, et par solidarité avec les renvoyeurs de livrets, traduits en justice. Le 7^e procès arrive et le score total atteint 4 000 F d'amende auquel s'ajoute environ 1 500 F de frais de justice plus les sommes dues aux avocats. Les zéros s'additionnent.

Ceux qui ont le cœur qui saigne à cette triste nouvelle peuvent aider le comité en adressant leur obole à Georges Tria 25, rue de nuits, 33 100 Bordeaux-Bastide. CCP 600 02 Bordeaux.

STEPHANOIS, REAGISSEZ. Toutes les lettres que vous écrivez sont marquées par les PTT du tampon « Armée bien commun, moyen de sécurité ». Ecrivez à la direction locale des PTT pour protester, à moins que vous ne souscriviez à l'esprit du tampon.

OBJECTEUR ISOLE à l'extrême ouest de la Bretagne cherche des contacts. Existe-t-il un groupe anti-militariste ? Christian Tallec, Plouenez Brennilis, 29 218 Huelgoat.

MARCHE DE L'ETE. Des actions antimilitaristes importantes sont en train de s'organiser, pour cet été. Il est pour le moment question d'une ou plusieurs grandes marches, se rejoignant sur des lieux de lutte actuels. Une réunion aura lieu à Metz, les samedi 12 et dimanche 13 mars, pour définir plus précisément ce projet. Pour tous renseignements, propositions à émettre, etc. s'adresser à Thérèse et Jean Marie Mercy, 79, avenue de Miribel, 55 100 Verdun. Ne rien mentionner d'autre sur l'enveloppe. Parties prenantes de ces actions, La Gueule Ouverte et Combat non violent vous tiendront au courant des décisions prises.

CHALONS SUR MARNE. L'article 50 de la loi 71 414, interdit toute propagande concernant l'objection de conscience. Le MAN de Châlons sur Marne, soucieux de respecter la loi, a décidé de tenir non pas une réunion de propagande, mais une réunion d'information, le vendredi 4 mars, à 20 h 30, à la MJC de Verbeau.

tutti frutti

TOURAIN. Un groupe écologique composé d'une vingtaine de personnes démarre cette année, à Tours, prenant la suite des 2 ou 3 isolés de l'an dernier. La région sans grands centres industriels paraît peu touchée par les diverses pollutions. De nombreux problèmes se posent pourtant. Celui de l'eau potable, l'utilisation intensive des engrais, herbicides, détergents domestiques ou industriels polluent gravement les rivières et la nappe phréatique. Le remembrement et la monoculture ont une action désastreuse sur le bocage et le paysage tourangeau, et entraînent des bouleversements importants de la flore et de la faune. Des quatre réacteurs de 900 MW de Chinon, deux fonctionnent actuellement, entraînant les problèmes que l'on sait. Les autoroutes actuelles ou en projet ne contribuent pas à égayer le tableau. Toutes les personnes concernées peuvent se joindre au groupe qui se réunit tous les lundis, à 18 h 30, 10 rue, Jean Macé à Tours. Cette adresse est également celle d'un mensuel régional d'information : « Le p'tit rouge de Touraine » indispensable chez tout le monde. Un numéro spécial sur la psychiatrie vient de paraître.

« Le p'tit rouge de Touraine » est édité par les Editions de la Grappe qui se sont donné pour but de promouvoir l'expression populaire par tous les moyens existants. En vous abonnant au journal, vous adhérez aux Editions de la Grappe, pour un an 40 F vous sont demandés, pour six mois : 20 F. Adresser vos chèques au « P'tit rouge de Touraine » 10, rue Jean Macé, 37 000 Tours. CCP : 3865 53 A Nantes.

Pendant qu'on est dans la région le projet d'autoroute Tours-Angers inquiète beaucoup de monde. Le ministère de l'équipement a projeté trois tracés. Les deux premiers traversent les massifs forestiers, à raison de 30 % pour l'itinéraire médian, et de 20 %, pour l'itinéraire nord. Le dernier, empruntant le val de Loire, dégraderait le plus beau paysage tourangeau. La Société pour l'Etude, la Protection et l'Aménagement de la Nature en Touraine (SEPANT), appuyée par des nombreuses sociétés de protection de l'environnement lance une pétition. Cette société a constaté que les tracés prévus sont en contradiction formelle avec l'article 1^{er} de la loi du 10 juillet 1976, qui protège les paysages, les forêts et la faune constituant le patrimoine naturel des générations futures. Elle demande l'abandon de ces projets et l'étude d'itinéraires évitant le Val de Loire et les grands massifs forestiers, et propose un projet.

Vous pouvez faire parvenir vos pétitions à la SEPANT, laboratoire d'écologie, Parc de Grandmont, 37 200 Tours.

BIBLIOTHEQUE. Une bibliothèque d'œuvres non diffusées vient de se fonder à Paris. Son but est que les auteurs soient lus sans attendre le bon vouloir des éditeurs établis, dont le seul problème est souvent de gagner de l'argent sans tenir compte, pour la plupart, de la qualité de l'écrit, de ce que représente un manuscrit pour son auteur. L'association qui crée cette bibliothèque est une association loi 1901, à but non lucratif. Ses seules ressources sont les cotisations : 30 F et 2 F par emprunt ou dépôt de manuscrit. Deux bibliothèques de ce genre fonctionnent déjà en France, l'une à Nantes : B.O.N.D., Bernard Bretonnière, 8, rue Jean-Jaurès et l'autre à Yerres, Atelier d'œuvres non diffusées, Centre éducatif et culturel, Jocelyne et Michel Hochet, 2, rue Sangnier. A Paris, B.O.N.D., Colette Pointeaux, 114, rue de l'Ouest, 75014 Paris.

ALIMENTATION. Le centre de rencontre et de documentation sur la non violence « La Porte du virage », organise une session « alimentation », le samedi 12 et le dimanche 13 mars. Inscription si possible une semaine à l'avance, participation financière, de 15 à 20 F par jour. Apporter son duvet. **Pour toute information, écrire à la Porte du virage, 15, Grande rue, 60 730 Ullly Saint-Georges.**

ATHIS MONS. Journée d'information Journée d'information samedi 5 mars organisée par le Comité d'action du vieil Athis, qui lutte contre la destruction d'un parc de cinq hectares, contre la construction d'immeubles de 13 étages et 660 logements de standing. Projections de films, débats, visite du terrain, exposition... A partir de 15 h, salle Marcel Vallet, rue Etienne Lebau, près de la mairie, à Athis-Mons. SNCF : St Michel, Austerlitz, Orsay.

MONTPELLIER. Le mouvement écologique présente la liste Montpellier-écologie aux élections municipales. Il organise le vendredi 4 mars, au « Pavillon populaire », une **fête de soutien**, à partir de 20 h 30. Il y aura de la musique, un bal, un stand d'informations, etc. Mouvement Ecologique de Montpellier, 23 rue de la Providence, 34 000 Montpellier.

VAL D'OISE. Les A.T. organisent des débats autour des films vidéo : « **Communes, le temps de l'autogestion** », le mercredi 2 mars, à 18 h, au foyer rural de Communay, le jeudi 3 mars, à 21 h, salle de la mairie à la Frette sur Seine, les vendredi 4 et samedi 5 mars, à 21 h et 15 h, à la MJC de Bessancourt.

BRIVE. Le foyer culturel présente du 13 au 22 mars une exposition sur le thème : « **littérature enfantine de langue occitane** ». On pourra y consulter tous les ouvrages récents de littérature enfantine, en langue d'oc, tous dialectes ; le matériel pédagogique destiné à l'enseignement de l'occitan dans le primaire ; à titre de comparaison, des exemples de la production scolaire enfantine de certaines minorités linguistiques de divers pays étrangers. Une animation et des débats compléteront l'exposition.

Foyer culturel de Brive et du Bas Limousin, 31 avenue Jean Jaurès, 19 100 Brive la Gaillarde.

CARPENTRAS. Le comité écologique a réuni un ensemble de questions et de points de vue, dans un document qui a été soumis à un grand nombre de candidats aux municipales. Leur intention est d'essayer « de contribuer activement à une saine réflexion sur divers aspects inaliénablement liés à la qualité de la vie. » Le comité interviendra publiquement lors des débats communaux, des partis etc. **Comité écologique de Carpentras (local CFDT), immeuble Rousseau, place de l'Hôtel de Ville, 84 200 Carpentras.**

LYON. Grande fête de Lyon-Ecologie le jeudi 3 mars à la Bourse du Travail. Billets de soutien (10 F) en vente au MERA, 68, rue Mercière, 69002 Lyon. CCP Lyon 70 100 U. Tél : 38 12 94 de 19 à 20 h. Les listes de Lyon-Ecologie regroupent autour de la charte de Saint-Omer le Mouvement écologique Rhône-Alpes, les Amis de la Terre et le PSU lyonnais.

FETE DE FEMMES. Le centre de femmes qui s'est ouvert, à Lyon, 13 rue Puits Gaillot, projette pour le 12 mars une **grande fête des femmes**. Une fête qui commémore une des plus grandes grèves de femmes en Amérique, le 8 mars 1857, et qui est célébrée par les féministes du monde entier. Cette fête doit promouvoir l'expression des femmes à travers un spectacle, un échange d'expériences entre les groupes femmes, les discussions et l'information.

Pour tous renseignements, participation, suggestions, prenez contact aux permanences du centre, le mercredi, de 20 h 30, à 22 h, et le jeudi de 19 h à 20 h.

PARIS 2^e. La Grille (5, rue de Commines, 75002) accueille Paris-Ecologie le dimanche de 10 à 14 h et le mercredi de 15 h à 17 h 30. Information, animation, etc.

RENNES. La campagne de la liste « **Rennes, décider ensemble pour l'autogestion socialiste** » continue avec trois « **fêtes meeting** ». Samedi 5 mars de 14 à 24 h, maison de quartier de Villejean. Mercredi 9 mars, de 18 à 24 h, halles des Lices. Vendredi 11 mars, de 18 à 24 h, Landrel, salle FG 4, rue de Pologne. Contact : JM Marx, 4, résidence St Jean Baptiste de la Salle, 35000 Rennes. Dons à adresser à Jacques Poissenot, 30, rue de la Bordonnais. CCP 250 41 Rennes.

DOLE. Création d'un groupe écologique dolois, qui travaillera principalement contre le canal à grand gabarit, avec le mouvement écologique et le CLAC. Permanence tous les samedis après-midi, de 14 h à 16 h, à la MJC de Dole. Pour tout contact, s'adresser à Patrick Thivant, St Vivant, 39 290 Moisysey.

DIJON. Le procès de J.L. Guenego et P. Villemin pour leur renvoi de livrets militaires, aura lieu le mercredi 9 mars à 14 h. Le lundi 7 mars, à 20 h 30, amphi Aristote, bd Gabriel à Dijon, un gala de soutien sera organisé pour eux, avec un paysan du Larzac et la chanteuse Claire.

MONTMORENCY. Des informations sur les problèmes de la forêt de Montmorency seront présentées au public, le vendredi 11 mars, à 20 h 30, au centre de rencontres, 57 rue d'Ermont, 95 390 Saint Prix. C'est le collectif Ecologique du Parisien, 37, rue Sœur Angèle, 95 210 St Gratien qui s'occupe de l'organisation.

BONDY. Un montage audio-visuel suivi d'un débat sur le thème de l'Espagne libertaire autogestionnaire de 1936, aura lieu le samedi 5 mars, à 20 h 30, au Centre Alfa, 3 Allée des pensées, 93 140 Bondy. La soirée est organisée par les groupes Aulnay-Sevrans et Sacco-Vanzetti de la Fédération anarchiste.

BELGIQUE. HUY. Le groupe énergies douces propose le mercredi 9 mars, à 20 h, un cours de Yves Istace : « **Les éoliennes, vent neuf de vos cellules** ». Rendez-vous à la maison des jeunes 3, avenue Godin Parnajon, 5 200 Huy. Groupe énergies douces c/o Philippe Carton, 10, grande route 5 201 Tihange.

ÉCHEC AU TIR AUX PIGEONS. Sous la pression des 300 manifestants, la compétition prévue le dimanche 27 février, à Courpalay, en Seine et Marne, a été annulée. En fait, un arrêté préfectoral avait interdit le tir, mais le maire voulait passer outre. Les tirs sont organisés dans sa propriété par une association téléguidée, semble-t-il par une armurerie parisienne.

Mais d'autres « tirs au vol » sont prévus à travers la France dans les mois qui viennent : à Vichy, à Bergerac, Amiens, Arcahon, etc. Le ROC et d'autres associations sont résolument décidés à les empêcher. Il n'est plus possible de laisser des milliardaires oisifs s'amuser aux dépens d'animaux sans défense. Harcelé par la presse et les manifestants, le maire de Courpalay a refusé de s'engager à renoncer aux tirs. Il rentre chez lui sous les huées. Il doit disposer de hauts appuis, ce qui n'étonne pas lorsqu'on voit les noms des dirigeants des clubs de tir.

Le dernier renard
va bientôt mourir!

Mon Dieu!
Plus rien à se mettre
sur le dos!

Venez tous à son enterrement
Samedi 5 Mars à 14 h, 85 bis Av.
de Wagram devant l'Office National
de la Chasse, siège des
Pompes Funèbres de la faune.

HALTE A LA CHARITE

Manifestation des handicapés, le samedi 5 mars, de la place de la Madeleine, à Strasbourg St Denis.

Comme à chaque année, à la même époque, le gouvernement lance l'hypocrite opération « A vot' bon cœur », soutenu par diverses associations au profit, prétendument, des 3,5 millions d'handicapés.

Les grandes associations d'handicapés (A.P.F., U.A.P.E.I., A.D.A.P.T.), dites d'utilité publique, sont là pour négocier à l'amiable, des lois dites en faveur des handicapés, et imposer l'image d'un sous-être assisté soumis, dénué de tout sens critique. De plus elles gèrent la pénurie du pouvoir en créant de nouveaux ghettos : les ateliers protégés ou les centres d'aide par le travail, où l'handicapé deviendra rentable. Dans un CAT, pour huit heures de travail quotidien, le salaire d'un handicapé ne dépasse jamais 600 F par mois. Pour le Comité de lutte des handicapés, la réinsertion de l'handicapé ne passe pas par la charité publique, mais pour la suppression de tous les ghettos qu'on leur impose, leur émancipation et leur lutte, doit passer par la destruction de ces grandes associations, qui prétendent représenter les intérêts des handicapés, alors qu'elles ne représentent qu'elles-mêmes.

La recette moyenne de la quête s'élève environ à 500 millions d'AF, si les bénéficiaires étaient distribués entre tous, chaque handicapé recevrait 1,40 F. Les associations évitent le ridicule d'une telle division, la quête les fait survivre et leur offre la possibilité de perfectionner un peu plus la chaîne de ghettos dont elles sont responsables.

Le Comité de Lutte des Handicapés demande l'aménagement des lieux de vie, de travail, de formation, désire avoir droit à une scolarisation, une orientation, une formation ou un reclassement professionnel, librement choisis, quel que soit le degré du handicap.

Le C.L.H. publie un journal : « **Handicapés méchants** ». Pour tous renseignements, s'adresser à Charly Koskas, 7, rue de Cambrai, 75019 Paris.

PARIS. Le Centre d'Etudes et de Recherches Architecturales propose le jeudi 3 mars, à 18 h 30, « **La conjoncture européenne du logement** », et le jeudi 10 mars, à 18 h 30, « **Un maître d'ouvrage face à l'industrialisation ouverte** ». Ces conférences ont lieu à l'EN.P.C. 28, rue des Saints Pères, 75006 Paris

PARIS 5^e. La liste « **Don Quichotte** », animée par Mouna, tient ses réunions électorales à 20 h :

- mercredi 2 mars, 2, rue P. Brossolette.
- vendredi 4, 21, rue de Pontoise.
- lundi 7, 21, rue Buffon.
- mercredi 9, 14, av. Victor Cousin.
- jeudi 10, 30, rue Saint-Jacques.

PARIS 15^e. Action piétonne de Paris-Ecologie 15^e, samedi 5 mars. Rendez-vous à 16 h à La Motte Picquet Grenelle, trottoir du Kinopanorama. De là on se dirigera vers la rue du Commerce.

PARIS 5^e. Samedi 5 mars à 15 h, animation avec Paris-Ecologie 5^e rue des Boulangers. Il y aura des clowns...

PARIS. « **La culture en Amérique latine dans le contexte socio-politique actuel** », par Jorge Glusberg, directeur du centre d'art et de communication de Buenos Aires, sera le sujet du débat qui, aura lieu le mardi 8 mars, à 20 h 30, proposé par le collectif Art sociologique, 143 bd de Charonne, 75 011 Paris. Tél : 700 70 24.

Cindérence suite

Un abonnement nous est parvenu vers le 14 Février accompagné d'une lettre pour Lambert signée Françoise. L'abonnement est bien enregistré, mais Lambert ne sait pas à quelle Françoise répondre, le chèque ayant été séparé de la lettre.

MARSEILLE. Constitution d'un groupe libertaire, à Marseille Pour tout contact, écrire à la Fédération anarchiste, 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

GRENOBLE. Un centre d'initiative et d'action anti-autoritaire se crée. Voilà ce dont il s'agit : « Nous disposons d'un local comprenant une grande salle de réunion d'environ cent places, une bibliothèque, une imprimerie, et on veut inviter tous les groupements anti-autoritaires à le co-gérer. Jusqu'ici ont été prévenus les groupes suivants : le Comité Malville, le Regroupement d'Opposants à la Chasse, le Groupe Intervention Asile, le Comité de Lutte des Objecteurs, le Comité de soutien aux prisonniers politiques en RFA. La réunion de préparation est prévue le lundi 7 mars, à 20 h 30, au local CNT, 21 chemin de halage, quartier de l'île verte, 38 000 Grenoble. Une permanence aura également lieu, le mercredi de 14 h 30 à 19 h 30, au Local CNT ».

FEMMES NOIRES ET AUTRES FEMMES, sont invitées à participer au débat qui aura lieu le samedi 12 mars à 15 h, à la librairie « La puce à l'oreille » 19, rue des rosiers, 75003 Paris Métro St Paul, sur la brochure « Femmes/Noirs » éditée par Ecologie 12, rue Neuve du Pâtis 45 200 Montargis. Cette brochure est en vente aux librairies Parallèles, librairie des Femmes et à présence africaine.

FEMMES D'AMERIQUE LATINE. A l'initiative du journal « L'information des femmes », avec des groupes et des femmes des différents pays d'Amérique latine, un **meeting-débat aura lieu le vendredi 4 mars, à 20 h, à la Mutualité, 44, rue St Victor, Paris VI^e.** On parlera du contrôle démographique : stérilisation forcée de milliers de femmes latino-américaines, incitation à la natalité en Europe ; des femmes prisonnières ; de la place que prennent les femmes dans les luttes syndicales et politiques ; des perspectives des groupes de femmes chiliennes, brésiliennes, uruguayennes en France à l'heure actuelle et de la solidarité entre les femmes françaises et les femmes latino-américaines.

« L'information des femmes », 14, rue Saussier-Leroy, 75 017 Paris.

« **La Gueule Ouverte** »
fondateur : Pierre Fournier
directrice de la publication :
Isabelle Cabut
responsable de la rédaction : Arthur
secrétaire de rédaction : Laurent Samuel
maquette : Rose Dentin
assistant à la maquette : Petit-Roulet
administration :
« les éditions PATATRAS ! »
société de presse au capital de 2 100 F
117, avenue de Choisy, 75 013 Paris.
Tél : 707 41 19.
composition et photogravure : Graphiti
5, rue des Petits-Hôtels, 75 010 Paris.
imprimerie : « Les Marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, 75020 Paris.
abonnements : un an : 180 F ;
6 mois : 95 F ; 3 mois : 50 F
par chèque bancaire
chèque postal ou mandat
adressé aux éditions Patatras,
117, avenue de Choisy
75013 Paris

ÉCOLOGIE EN ALSACE

Aux élections cantonales de l'an dernier, les écologistes alsaciens avaient battu une sorte de record, qui avait attiré l'attention des partis politiques et des populations. Avec une pointe de 15 % de voix, la moyenne tournait autour de 12 % et, ce qui n'est pas le moins intéressant, aussi bien dans les cantons urbanisés que dans les cantons ruraux. Comment les écologistes sont-ils arrivés à un tel résultat, et comment, forts de leur premier succès, envisagent-ils les municipales ?

Solange Fernex s'était présentée dans le canton de Ferette où elle avait obtenu 11 % de voix. Elle habite dans le Sundgau, la région où doit passer le canal à grand gabarit, donc particulièrement sensibilisée aux problèmes écologiques. De plus, Solange Fernex est connue depuis des années pour son militantisme écologique. « Aux cantonales, nous avons développé le thème de l'autosuffisance, très bien compris dans un canton très autonome qui pratique la polyculture, l'élevage et où il y a encore des artisans. Bien que certains soient fascinés par le modernisme, les jeunes notamment, les paysans sont très réceptifs à nos idées. La politique agricole est désastreuse : on donne des primes d'éviction aux petits exploitants pour qu'ils quittent le pays. On les décourage sans cesse, c'est une vraie guerre psychologique. Leur syndicat agricole, la FDSEA, essaie de nous discréditer en affirmant que les écologistes mettent les paysans en avant pour se protéger des coups. Malgré cela, on est bien compris.

La campagne pour les cantonales s'était déroulée au hasard des rencontres, dans les bistrotts. Solange s'y était donné entièrement. Pour les municipales, les choses sont différentes : d'abord, elle fait actuellement un jeûne pour l'obtention des « garanties élémentaires » avant l'ouverture de la centrale de Fessenheim. Ensuite, à l'échelon local, la présence des écologistes est moins nécessaire car le maire est lui-même un paysan, qui aime la nature et respecte la terre.

« Je n'ai pas besoin d'être élue maire. Je me suis mise sur la liste, parce que si les technocrates aménageurs viennent, il faut quelqu'un pour démystifier leurs propos incompréhensibles ».

Que souhaitent les écologistes du pays sundgovien ? « Notre but, c'est qu'on n'ait plus besoin de nous, que la population prenne sa vie en main... »

A Mulhouse, Antoine Waechter avait obtenu 12 %. La situation est bien différente dans cette métropole régionale de cent mille habitants environ : c'est une ville industrielle née de la première révolution technique à la fin du siècle dernier, comme en témoigne le quartier de la Cité, ensemble de petits pavillons aux jardins propres, équipé de quelques petits commerces. Paradoxalement, c'est sans doute le quartier le plus vivant de la ville, bien que les manufactures soient désaffectées ou en voie de l'être, car l'échelle de l'habitat est humaine. Tous les gens s'y connaissent, se parlent encore. On ne peut pas en dire autant du reste de la ville, ravagé par les réalisations gigantesques de l'époque contemporaine, comme par exemple le quartier de l'Europe, en plein cœur de la ville. Sans parler de l'île Napoléon, véritable zone industrielle sillonnée d'autoroutes aux portes de Mulhouse. La municipalité en place (le maire est resté le même depuis 1956...) a misé sur la « Ruhr alsacienne » que doit devenir la zone industrielle au bord du Rhin, et la promotion immobilière a littéralement éclaté la ville. Le Plan d'Occupation des Sols prévoit pour Mulhouse un apport de 25 000 personnes supplémentaires d'ici six ans. En même temps, Mulhouse aura un rôle décisif à tenir dans la réalisation du canal à grand gabarit : il est bien évident que si elle s'oppose au projet, celui-ci ne se fera pas. D'où l'importance de l'enjeu municipal.

« Il est difficile de mobiliser les Mulhousiens sur leur cadre de vie urbain, par rapport au cadre naturel qui ne se trouve qu'à quelques kilomètres de là, à portée d'un saut en voiture, dit Antoine Waechter. Ils se sont résignés à ne pas agir sur la vie communale, et habitués à trouver leur environnement en dehors de la cité. C'est une ville qui, en définitive, échappe à ses habitants ». Il est donc indispensable de créer une animation qui rende une âme à la ville tout en prévoyant un « plan de reconquête » qui répare les erreurs de l'actuelle municipalité.

MARCHONS, MARCHONS

Une marche antinucléaire a lieu le samedi 5 mars à 15 h., place de l'Étoile à Strasbourg. Et une autre à Colmar à 15 h devant la préfecture.

Pour le moment, l'occupation dure toujours sur le terrain à Gerstheim, toujours avec le même succès puisque la pétition qui circule dans les villages environnants recueille partout presque cent pour cent de signatures. L'occupation est assurée et planifiée jusqu'au 6 mars, c'est dire la mobilisation. Un projet de rotonde en bois a été mis sur pied, une quinzaine de personnes acceptant de se charger de sa réalisation. Une lettre est envoyée à tous les candidats aux élections municipales afin qu'ils prennent une position claire sur le nucléaire.

Dans le même temps, une campagne de désabonnement aux « Dernières Nouvelles d'Alsace » est ouverte : les occupants reprochent en effet à ce journal d'avoir une position partisane dans cette affaire et de rendre compte des événements d'une manière tendancieuse. Mais pour que cette campagne ne soit pas entièrement négative, un travail de lecture critique des articles et de comparaison avec les articles des autres journaux est commencé, ce qui ne manquera pas d'établir de meilleures relations, en tous cas plus critiques, avec la presse.

ET SURVIE



Les écologistes préconisent, entre autres, le respect des jardins ouvriers et de toutes les pénétrantes de nature : berges de l'Ill, bois de l'Illberg, Tannenwald-Zührenwald. Au lieu de cela, il est prévu de couvrir les cours d'eau de béton pour les aménager en parkings ou autre chose dans le même genre.

SOUTIEN POUR GERSTHEIM

Une manifestation de solidarité qui ne manquera pas d'avoir un immense retentissement en Alsace : celle de 107 prêtres et pasteurs des deux départements qui ont fait parvenir à la presse « une déclaration publique sur les implications humaines de l'industrie nucléaire ». Elle déclare en substance : « Nous sommes conscients que les questions soulevées sont graves et difficiles à résoudre, et qu'elles exigent un engagement personnel de la part de tous. Il est inadmissible qu'elles soient réservées aux seuls scientifiques, techniciens, économistes et hommes politiques. Nous faisons appel au sens des responsabilités ainsi qu'aux capacités de dépassement qui existent chez chacun ».

De nombreuses municipalités ont déjà adressé au préfet une motion exigeant ces garanties élémentaires. Mais aucune réponse sérieuse de la préfecture ne leur est encore parvenue (NDLR : à l'heure où nous mettons sous presse). Aussi les militants réunis en assemblée extraordinaire demandent à toutes les municipalités qui n'auraient pas encore accompli cette démarche de réunir immédiatement leur conseil municipal pour prendre une délibération exigeant ces garanties.

Car la santé et la vie même des sept personnes qui jeûnent à Roggenhouse risquent d'être mise en danger à court terme. C.D.

Le seul endroit encore agréable dans Mulhouse est constitué de quelques rues anciennes et, heureusement, piétonnes, autour de l'Église Saint-Etienne. Là se retrouvent les habitués des bistrotts et des grandes discussions. Mais il ne faudrait pas que ce quartier privilégié devienne un quartier alibi.

Il est évident que l'amélioration de l'urbanisme ne serait pas suffisante sans amélioration des conditions de la vie sociale. Mulhouse, au contraire de Strasbourg, n'est pas une ville universitaire, ce dont se félicite Antoine Waechter, bien qu'étant lui-même récemment émoulu de l'université avec un diplôme de docteur en sciences. Il connaît les inconvénients d'une trop grande concentration d'étudiants, qui devient vite un ghetto, impossible à assimiler au reste des habitants. Il a d'ailleurs veillé à ce que, sur la liste

écologique, tous les quartiers et tous les milieux soient représentés : la moyenne d'âge y est de 35 ans, et on y dénombre 14 femmes et 27 hommes, donc une participation féminine bien plus élevée qu'ailleurs...

Parmi les mesures facilement applicables pour favoriser les relations entre les personnes, la liste écologique propose la création d'une salle de réunion dans chaque quartier, mise gratuitement à la disposition des demandeurs, la création d'ateliers publics avec du matériel pour bricoler, l'organisation d'un service médical mobile, etc. Il faut aussi lutter contre la mainmise de l'automobile sur la ville : avec les grandes artères qui crèvent la ville, traverser est un exploit sportif, même pour les jeunes, j'en ai fait la redoutable expérience.

« Il faut bien constater que la démocratie n'existe pas à Mulhouse. Mille huit cents signatures aux Coteaux n'ont pas modifié le projet d'extension du quartier. Nous avons à plusieurs reprises, dans le cadre d'associations diverses, adressé au maire des propositions concrètes d'aménagement : même pas un accusé de réception ! » Des comités de quartier auront en main les projets et rendront compte de la volonté des habitants. « Nous garantirons à tout citoyen un droit d'initiative lui permettant d'exiger un référendum pour peu qu'il ait réuni sur sa proposition les signatures de 10 % de la population du quartier ou de 5 % de celle de la commune selon l'échelle du projet. »

A la question du désistement entre le premier et le second tour, Antoine Waechter a répondu fermement non : « Il n'y a aucune raison pour qu'on se désiste en faveur d'une équipe contre laquelle on devra s'opposer par la suite. »

A Strasbourg, en revanche, les écologistes de Strasbourg-Village se laissent encore le temps de la réflexion pour le second tour. Leur liste vient d'être créée, regroupant des militants culturels, syndicaux, écologiques ou des comités de quartiers. D'après « Libération », le référendum au « village » traduit la volonté de travailler au niveau du quartier et avec des propositions concrètes, et non pas due à un quelconque passéisme.